



Accord sur la conservation des albatros et des pétrels

Quatrième réunion du Comité consultatif

Le Cap, Afrique du Sud, 22–25 août 2008

**Deuxième réunion du Groupe de travail sur la
capture accessoire d'oiseaux de mer**

Hermanus, Afrique du Sud, 17–18 août 2008

Ouverture d'un dialogue avec les Organisations régionales de
gestion des pêches pour réduire la capture accessoire d'albatros
et de pétrels

Point 4.3 du Programme de travail du Comité consultatif 3 de
l'ACAP

BirdLife International
Groupe de travail sur la capture accessoire d'oiseaux de mer
Secrétariat

RÉSUMÉ

Le présent document résume la situation actuelle des Organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) [RFMOs] qui chevauchent l'aire des albatros et des pétrels inscrits à l'Annexe 1 de l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ACAP), en ce qui concerne les mesures prises par les ORGP au titre de la conservation de ces espèces. Il a pour objet de faciliter les discussions des groupes de travail et du Comité consultatif de l'ACAP visant à ouvrir un dialogue stratégique avec les ORGP. Les ORGP sont des organisations intergouvernementales qui ont pour mission de gérer les stocks de poissons. Dans le cadre de cette gestion, les ORGP étudient les effets de la pêche, y compris la capture accessoire d'oiseaux de mer, sur l'écosystème. Étant donné la capacité des ORGP de mettre en place des mesures de gestion liées à la conservation des oiseaux de mer dans « leurs » pêches, il est possible que l'ACAP puisse faciliter la réalisation de son objectif en ouvrant le dialogue avec ces organismes. Nous proposons des buts et des procédures pour ce dialogue et suggérons des domaines de travail dans chaque ORGP sur lesquels on pourrait faire porter les efforts dans l'intérêt de l'ACAP, c'est-à-dire la conservation des albatros et des pétrels.

Il est demandé au Comité consultatif (CC) de bien vouloir :

- envisager l'adoption des buts et des procédures pour l'ouverture du dialogue avec les ORGP, après avoir examiné, et éventuellement révisé, les buts et procédures proposés ici,
- évaluer les domaines prioritaires pour l'ouverture du dialogue avec les ORGP, en même temps que les autres domaines de travail de l'ACAP,
- accepter d'inclure les domaines de travail prioritaires dans le programme de travail du CC, et
- examiner les progrès accomplis dans le dialogue avec les ORGP, ainsi que les domaines de travail prioritaires, lors de CC5.

INTRODUCTION

Le présent document a pour but de faciliter les discussions des groupes de travail et du Comité consultatif de l'ACAP sur les moyens, pour les Parties à l'ACAP, de faire progresser le dialogue stratégique avec les Organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) [RFMOs]. Il propose des buts que l'ACAP souhaitera peut-être adopter pour guider l'ouverture du dialogue avec les ORGP. En outre, il présente des informations générales sur les ORGP, résume leurs travaux en cours sur la capture accessoire d'oiseaux de mer, et propose des moyens, pour les Parties à l'ACAP, de concourir aux efforts des ORGP et d'ouvrir le dialogue avec elles. Dans ce document, il est fait référence aux ORGP à divers titres. Il est toutefois bien connu que les ORGP sont des organismes constitués d'États et que ces États prennent les décisions pour ce qui les concerne, et sont responsables de la mise en œuvre de ces décisions. De même, les décisions de l'ACAP sont prises et mises en œuvre par les Parties. Enfin, il est reconnu que certaines ORGP comprennent les zones économiques exclusives de deux États ainsi que des zones hauturières. Les enseignements, les messages et les ressources liés à la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer peuvent présenter un intérêt et valoir pour les zones sous tutelle tant nationale qu'internationale.

1.1. Mission des ORGP

Les ORGP sont des organisations intergouvernementales par l'intermédiaire desquelles les États collaborent pour gérer les stocks de poisson en haute mer et/ou les stocks de poissons qui chevauchent les ZEE de plus d'un État. Les ORGP sont habilitées à établir des mesures de gestion, ce qui les différencie des organismes consultatifs.

En tout, il y a 17 ORGP¹, dont 15 sont actives et deux sont à des stades préparatoires (tableau 1). La figure 1 illustre les zones gérées par les ORGP qui chevauchent les aires d'espèces inscrites à l'ACAP. La plupart des ORGP s'occupent d'un ensemble particulier de stocks de poissons, ce qui signifie que les zones de compétence des ORGP peuvent se chevaucher.

L'Entente des Nations Unies sur les pêches et le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable accordent un rôle central aux ORGP dans la gestion durable des océans, et établissent les principes et les mécanismes qui doivent être utilisés pour accomplir ce rôle. Les devoirs des ORGP comprennent des processus transparents de prise de décision, une large participation des parties intéressées, l'utilisation du « principe de précaution » et l'« approche écosystémique » en matière de gestion. EN outre, les ORGP sont tenues de prendre des mesures à l'égard de la capacité excessive de certaines flottilles, de combattre la pêche INDNR (illicite, non déclarée et non réglementée) [IUU fishing] et d'aider les États en développement. Particulièrement utiles pour la conservation d'espèces telles que les albatros et les pétrels, ces nouveaux instruments juridiques établissent également l'obligation pour les ORGP d'assurer la conservation des espèces non ciblées, dépendant des stocks de poissons

¹ <http://www.fao.org/fishery/rfb/search>

ciblés et/ou associés avec eux. La FAO a demandé aux ORGP de considérer ces nouveaux instruments juridiques comme des listes de points à vérifier qui leur permettront de remplir leur rôle élargi².

Bien que le rôle et les obligations des ORGP aient été élargis par ces nouveaux instruments juridiques concernant les océans, la majorité des ORGP ont été établies en vertu de leur propre convention. Les ORGP sont par conséquent indépendantes les unes des autres et ne relèvent pas d'une instance supérieure. Ces dernières années, des efforts ont toutefois été entrepris pour augmenter la communication entre les ORGP (comme, par exemple, la première réunion conjointe des commissions thonnières qui s'est tenue à Kobe, au Japon, en janvier 2007), et pour évaluer l'efficacité des ORGP (tel que recommandé à la Conférence de l'ONU de 2006 sur l'examen des stocks de poissons et tel que convenu par l'Assemblée générale de l'ONU en 2006 et le Comité des pêches de la FAO en 2007).

Pour assurer une interaction efficace, centrée sur la capture accessoire d'oiseaux de mer, entre l'ACAP et les ORGP, il convient de dégager les autres défis auxquels les ORGP sont susceptibles d'être confrontées. Parmi les contraintes que pourraient subir les ORGP, citons la carence de données (sur la capture ciblée et la capture accessoire, par exemple), les stocks de poissons pleinement exploités ou surexploités, la surcapacité des flottilles de pêche, ainsi que les conventions et/ou les structures établies avant la mise en place de l'Entente des Nations Unies sur les pêches et du Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable. Le renforcement des ORGP s'est avéré être une priorité essentielle pour assurer la conservation des stocks de poissons hauturiers et migratoires et les espèces associées, comme les albatros, les pétrels, les tortues et les requins pélagiques.

² Lugten, G. 1999. A Review of Measures Taken by Regional Marine Fishery Bodies to Address Contemporary Fishery Issues" FAO Fisheries Department, 1999. Disponible sur le site www.fao.org

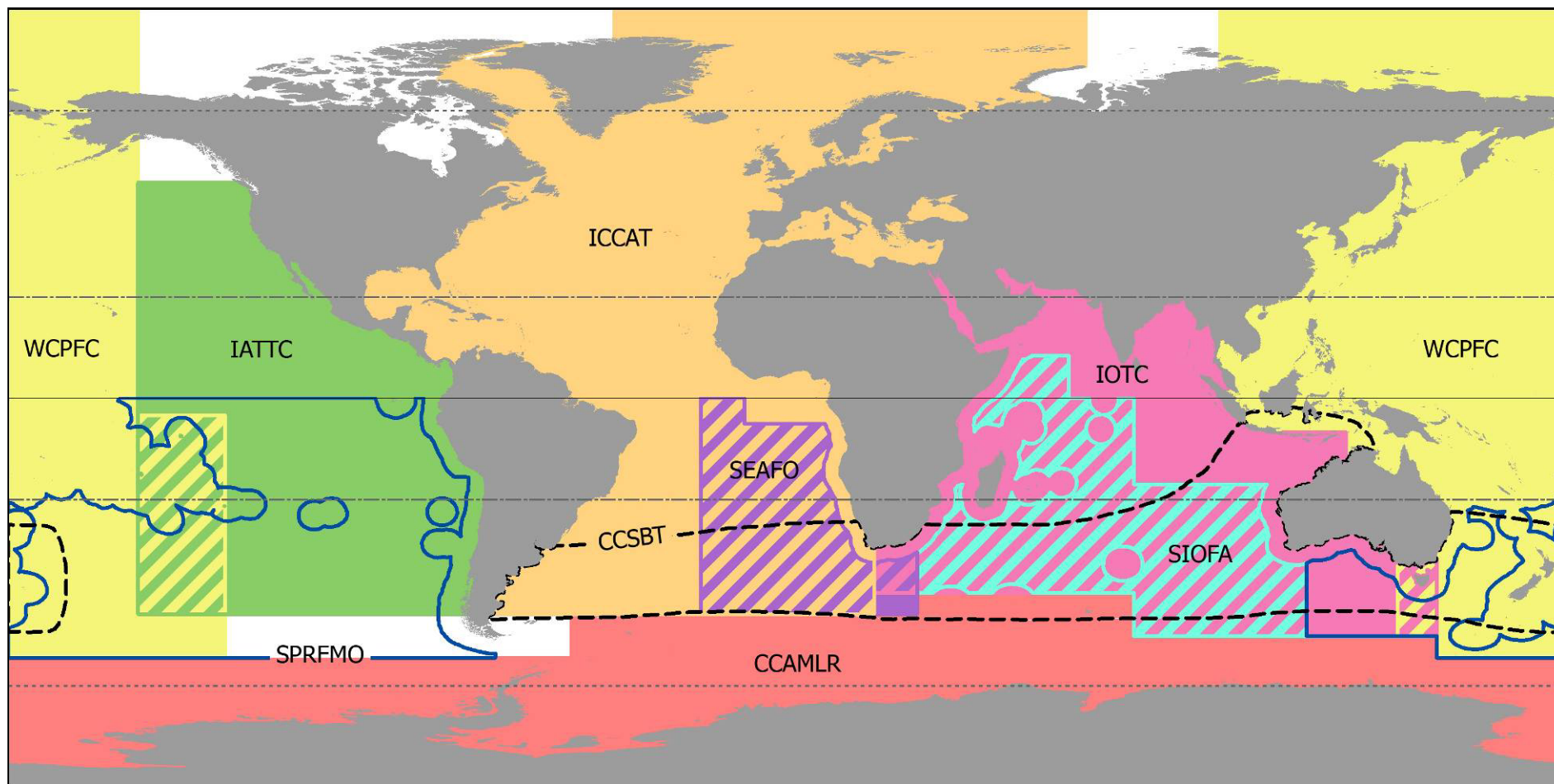
Tableau 1. Liste des 17 Organisations régionales de gestion des pêches, par ordre alphabétique. Neuf ORGP ont des zones et des pêches qui chevauchent les aires de répartition d'espèces inscrites à l'ACAP. Les lignes en grisé représentent les ORGP qui chevauchent les aires de répartition d'espèces inscrites à l'ACAP.

Note du traducteur : Les sigles français [entre crochets] sont couramment utilisés dans les traductions françaises de documents de l'ACAP (et d'autres organisations) mais ne sont pas officiellement reconnus.

Sigle	ORGP	Année d'entrée en vigueur	Océan	Espèces inscrites à l'ACAP présentes dans une zone ORGP	ZEE ou haute mer
1. CCAMLR [CCFFMA]	<i>Commission for the Conservation of Antarctic Marine Living Resources</i> Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique	1982	Austral	Oui	Les deux
2. CCSBP	<i>Convention on the Conservation and Management of Pollock Resources in the Central Bering Sea</i> Convention sur la conservation et la gestion des ressources en colin dans la partie centrale de la mer de Béring	1995	Mer de Béring	Non (Oui pour l'albatros du Pacifique N)	Haute mer seulement
3. CCTRS [CCSBT]	<i>Commission for the Conservation of Southern Bluefin Tuna</i> Commission pour la conservation du thon rouge du sud	1994	Tous les océans approx. 30-50° S	Oui	Les deux
4. GCFM [CGPM]	<i>General Fisheries Commission for the Mediterranean</i> Commission générale des pêches pour la Méditerranée	1952	Méditerranée	Non	Les deux
5. IATTC [CIATT]	<i>Inter-American Tropical Tuna Commission</i> Commission interaméricaine du thon tropical	1950	Pacifique Est	Oui	Les deux
6. ICCAT [CICTA]	<i>International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas</i> Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique	1969	Atlantique	Oui	Les deux
7. IOTC [CTOI]	<i>Indian Ocean Tuna Commission</i> Commission des thonidés de l'océan Indien	1996	Indien	Oui	Les deux
8. IPHC [CIEP]	<i>International Pacific Halibut Commission</i> Commission internationale du flétan du Pacifique	1953	Pacifique Nord-Ouest	Non (oui pour l'albatros du Pacifique N)	ZEE pour la plupart

9. NAFO [OPANO]	<i>Northwest Atlantic Fisheries Organisation</i> Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest	1979	Atlantique du Nord-Ouest	Non	Les deux
10. NASCO [OCSAN]	<i>North Atlantic Salmon Conservation Organisation</i> Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord	1983	Atlantique Nord	Non	Les deux
11. NEAFC [CPANE]	<i>Northeast Atlantic Fisheries Commission</i> Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est	1982	Atlantique du Nord-Est	Non	Les deux
12. NPAFC	<i>North Pacific Anadromous Fishery Commission</i> Convention sur les espèces anadromes du Pacifique Nord	1993	Pacifique Nord	Non (Oui pour l'albatros du Pacifique N)	Haute mer seulement
13. PSC [CSP]	<i>Pacific Salmon Commission</i> Commission du saumon du Pacifique	1985	Pacifique Nord-Est	Non (Oui pour l'albatros du Pacifique N)	ZEE seulement
14. SEAFO [OPASE]	<i>Southeast Atlantic Fisheries Organisation</i> Organisation des pêches de l'Atlantique du Sud-Est	2004	Atlantique du Sud-Est	Oui	Haute mer seulement
15. SIOFA [APOIS]	<i>South Indian Ocean Fisheries Agreement</i> Accord sur les pêches de l'océan Indien du Sud	En attente de ratification	Indien	Oui	Haute mer seulement
16. SPRFMO [ORGPPS]	<i>South Pacific Regional Fisheries Management Organisation</i> Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud	Réunions préparatoires	Pacifique Sud	Oui	Haute mer seulement
17. WCPFC [CPPOC]	<i>Western and Central Pacific Fisheries Commission</i> Commission des pêches du Pacifique Ouest et Central	2004	Pacifique Ouest	Oui	Les deux

Figure 1. Carte indiquant les zones de compétence des Organisations régionales de gestion des pêches qui chevauchent les aires de distribution des espèces inscrites à l'ACAP. Beaucoup d'ORGP embrassent un ensemble bien circonscrit de pêches, ce qui signifie que les ORGP peuvent se chevaucher (zones rayées) Pour une explication des sigles, se reporter au tableau 1.



1.2. Les ORGP et la capture accessoire d'oiseaux de mer

Neuf ORGP ont des pêches au chalut et/ou à la palangre qui chevauchent la répartition des albatros et pétrels inscrits à l'Annexe 1 de l'ACAP (Tableau 1). Ces ORGP comprennent la CCAMLR, les cinq commissions thonières du monde et les ORGP de l'hémisphère Sud qui s'occupent des stocks non thoniers. En ce qui concerne ces dernières, la SIOFA et la SPRFMO sont toujours à des stades préparatoires, et la SEAFO est encore relativement nouvelle. Le tableau 2 indique le pourcentage de chevauchement des aires combinées d'espèces inscrites à l'ACAP et des zones gérées par les ORGP. Ce pourcentage n'est qu'une indication approximative de l'importance relative des ORGP en ce qui concerne le risque de capture accessoire d'espèces inscrites à l'ACAP, étant donné que le risque réel dépend également de l'importance de l'effort de pêche, de la densité des oiseaux, du chevauchement spatial et temporel entre les deux, ainsi que des méthodes de pêche.

Tableau 2. Pourcentage des aires combinées des 26 espèces inscrites à l'ACAP qui relèvent des différentes ORGP. Les neuf ORGP qui ne figurent pas dans le tableau ne chevauchent pas les aires de répartition des espèces inscrites à l'ACAP.

	CCSBT	WCPCF	IOTC	CCAMLR	ICCAT	IATTC	SIOFA	SEAFO	SPRFMO
Pourcentage de chevauchement	28 %	21 %	16 %	30 %	11 %	22 %	11 %	6 %	27 %

La CCAMLR diffère des autres ORGP parce qu'elle a été établie dans le contexte du Système du Traité sur l'Antarctique, qui a orienté son mandat et ses objectifs. La CCAMLR a toutefois montré ce que les ORGP pouvaient accomplir, en réduisant de plus de 99 %³ la mortalité des oiseaux de mer dans les pêches réglementées autour des îles de Géorgie du Sud et du Prince Édouard. (La capture accessoire liée à la pêche INDNR présente toutefois des défis continus et demandera des efforts supplémentaires) Le cas de la CCAMLR a été analysé par Waugh *et al.* (2008⁴) relativement aux éléments déterminants de la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer dans les zones de compétence des ORGP.

Waugh *et al.* (2008) ont dégagé les étapes clés suivantes:

- Établir le contexte et la formulation du problème ;
- Appréciation des risques par l'identification, l'analyse et l'évaluation des risques ;
- Gestion des risques ; et
- Suivi et réexamen (étapes d'information en retour, y compris l'acquisition de données)

Ces étapes clés peuvent comporter les éléments suivants :

- Mandat de l'ORGP pour mettre en œuvre des mesures de gestion pour attaquer les problèmes d'écosystème et de capture accessoire
- Groupe de travail spécialisé pour examiner les problèmes d'écosystème et de

³ Croxall, J.P., Rivera, K. and Moreno, C.A. 2007. Seabird bycatch mitigation: the Southern Ocean (CCAMLR) experience. Chapter 8, Working with fisheries to reduce bycatches, Case Study 7. In Kennelly, S. J. (ed.), *Bycatch reduction in the world's fisheries*. Pp 271-281. Springer-Verlag, Berlin.; Croxall, J.P. 2008. The role of science and advocacy in the conservation of Southern Ocean albatrosses. *Bird Conservation International* 18: 1-17

⁴ Waugh, S.M., Baker, G.B., Gales, R. and Croxall, J.P. 2008. CCAMLR process of fish assessment to minimise the effects of longline fishing mortality on seabirds. *Marine Policy* 32(3): 442-454, doi:10.1016/j.marpol.2007.08.011

- capture accessoire
- Étude des informations scientifiques sur les problèmes d'écosystème et de capture accessoire
- Établissement de mesures de gestion pour réduire la capture accessoire
- Prescriptions en matière de transmission de données sur la capture accessoire
- Programme d'observateurs embarqués
- Systèmes de surveillance et de respect de la réglementation
- Programme d'Action éducative pour les pêcheurs

1.3. Structure des ORGP

Bien que chaque ORGP soit différente, les éléments clés comprennent généralement :

- La *Commission*, organe de prise de décision, composé de délégués de chaque État membre
- Un *Comité scientifique*, qui transmet des conseils et des recommandations scientifiques à la Commission
- Des *Groupes de travail/sous-comités*, au sein desquels ont lieu des discussions techniques qui aboutissent à un accord sur les recommandations scientifiques à transmettre au Comité scientifique. La plupart des ORGP ont un groupe de travail d'une forme ou d'une autre qui traite des problèmes liés à l'écosystème et à la capture accessoire.
- Un *Comité de respect de la réglementation* pour étudier les données concernant le respect des mesures de conservation et de gestion

D'autres sous-groupes peuvent inclure des groupes chargés de la finance ou de la compilation des données. Dans la plupart des ORGP, les réunions de la Commission et du Comité scientifique durent généralement une semaine et se tiennent une fois par an, parfois plus. La durée des réunions des groupes de travail sur les problèmes d'écosystème et de capture accessoire varie considérablement d'une ORGP à l'autre, d'une semaine par an (CCAMLR, ICCAT) à un jour par an ou moins (WCPFC, IATTC).

Dans la plupart des cas, les décisions des ORGP se fondent sur le consensus entre États membres. Dans quelques ORGP (par exemple, ICCAT, IOTC, WCPFC), le texte de l'accord stipule la capacité de l'organisation de prendre des décisions à la majorité. Cela n'empêche que, dans la plupart des cas, on cherche à dégager un consensus lorsque c'est possible.

1.4. États membres :

Le tableau 3 énumère les Parties à l'ACAP, les signataires et les Parties participantes non contractantes et leur appartenance à des ORGP dont les zones de compétence chevauchent les aires de répartition d'espèces inscrites à l'ACAP. L'Annexe 1 énumère tous les pays membres de chacune des 17 ORGP. L'ACAP possède actuellement le statut d'observateur auprès des ORGP suivantes : CCSBT, IATTC, ICCAT, IOTC et WCPFC.

Tableau 3. Parties à l'ACAP et appartenance aux neuf ORGP dont les zones de compétence et les pêches chevauchent les aires de répartition d'espèces inscrites à l'ACAP. Légende du tableau : M=membre, C- non Partie coopérante, S=signataire de l'accord mais encore non ratifié, P= non membre mais participant aux réunions, *membre au nom des Territoires d'outre-mer. Note : L'Union européenne est incluse dans la liste puisque la France, l'Espagne et le Royaume-Uni sont également membres d'ORGP par le biais de l'Union européenne. Pour une explication des sigles, voir le tableau 1.

<i>Parties à l'ACAP</i>	CCAMLR	CCSBT	IATTC	ICCAT	IOTC	SEAFO	SIOFA	SPRFMO	WCPFC
Afrique du Sud	M	C		M	C	S			
Argentine	M								
Australie	M	M			M			P	M
Chili	M							P	
Espagne	M		M						
Équateur			M					P	
France	M		M	M*	M*		S*	P*	M*
Norvège	M			M		M			
Nouvelle-Zélande	M	M					S	P	M
Pérou	S		M					P	
Royaume-Uni	M			M*	M*	S*			
<i>Signataires de l'ACAP</i>									
Brésil	M			M					
<i>Non-membres participants de l'ACAP</i>									
Canada	S		C	M				P	M
États-Unis	M		M	M	P	S		P	M
Namibie	M			M		M			
Uruguay	M			M	C	P			
<i>Autres</i>									
Union européenne	M	C	C	M	M	M	S	P	M

1.5. Buts de l'engagement du dialogue avec les ORGP

Les buts proposés ci-dessous clarifient ce que les Parties à l'ACAP se proposent d'atteindre en engageant le dialogue avec les ORGP. Les buts proposés reposent sur les articles II et III du texte de l'Accord.

1. Dans la mesure du possible, l'ACAP s'efforcera de prendre des mesures à l'égard des facteurs qui interviennent dans les océans relevant des ORGP, qui pourraient compromettre la réalisation et le maintien d'une situation de conservation favorable pour les albatros et les pétrels. En ce faisant, l'ACAP fera valoir le principe de précaution.
2. L'ACAP collaborera avec les ORGP, en ce qui concerne les aspects de son objectif liés aux pêches, pour élaborer et mettre en œuvre des mesures visant à prévenir, éliminer ou réduire au minimum, ou visant à atténuer les effets néfastes d'activités susceptibles d'influencer l'état de conservation des albatros et des pétrels.
3. Dans son dialogue avec les ORGP, l'ACAP soutiendra la mise en œuvre des mesures élaborées dans le cadre du Plan d'action international de la FAO visant à réduire la capture incidente d'oiseaux de mer dans les pêches à la palangre.

Il va de soi qu'il est possible d'atteindre ces buts de plusieurs façons, dont les plus appropriées varieront d'une ORGP à l'autre. C'est pourquoi, pour les ORGP en général ou pour chaque réunion d'une ORGP, les Parties à l'ACAP devront se mettre d'accord sur des objectifs ou des mesures spécifiques. (Des mesures spécifiques sont proposées dans la section 3, ci-après)

LE CONTEXTE DES ORGP ET LES PROGRÈS ACCOMPLIS À CE JOUR EN MATIÈRE DE CAPTURE ACCESSOIRE

2.1. CCAMLR

Commission for the Conservation of Antarctic Marine Living Resources
[Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique]

Historique

Comme il a été signalé plus haut, la CCAMLR a été établie dans le contexte du Traité sur l'Antarctique (article IX du Traité), plutôt qu'exclusivement pour la gestion des pêches. À cet égard, la CCAMLR n'est pas une ORGP typique. Sa zone de compétence est circumpolaire et elle a été établie pour donner suite aux préoccupations concernant les effets potentiels des pêches au krill sur les populations de krill, ainsi que sur d'autres membres de la faune marine, notamment les oiseaux, les phoques et les poissons. La Convention est tenue de mettre en balance la conservation des ressources vivantes de la mer et l'exploitation (ce qu'il est convenu d'appeler l'« utilisation rationnelle ») de celles-ci. C'est ainsi que la Convention inclut les espèces qui dépendent des ressources vivantes de la mer ou qui leur sont associées.

Mandat

Bien que la majeure partie de la zone de la CCAMLR soit en haute mer, la Commission est également subordonnée à certaines déclarations spécifiques de souveraineté relatives à des îles situées à l'intérieur de la zone de la Convention mais en dehors de la zone d'application du Traité sur l'Antarctique. L'exploitation des baleines et de phoques est gérée en dehors de la CCAMLR, respectivement par la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine et la Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique. À l'exception des baleines et des phoques au sud de 60° de latitude sud, la CCAMLR s'applique à toutes les ressources marines de la mer présentes dans la zone comprise entre le continent antarctique et le front polaire antarctique. Les pêches de la zone de compétence de la CCAMLR comprennent actuellement des pêches à la palangre, au chalut et au casier ciblant diverses espèces marines, y compris le poisson et le krill. La CCAMLR gère ses pêches par l'adoption et la mise en œuvre de mesures de conservation, que les membres sont tenus d'appliquer.

Mesures relatives à la capture accessoire d'oiseaux de mer

Les mesures de conservation de la CCAMLR contiennent des directives strictes visant à la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer. Ces mesures sont réexaminées chaque année, ainsi que le respect des dispositions à bord des navires observés. Toutes les mesures de conservation en vigueur sont promulguées chaque année et postées sur le site Web de la CCAMLR

(http://www.ccamlr.org/pu/e/e_pubs/cm/drt.htm). Parmi les mesures se rapportant à la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer en 2007/08, citons :

[MESURE DE CONSERVATION 24-02 \(2005\)](#)

[MESURE DE CONSERVATION 25-02 \(2007\)](#)

[MESURE DE CONSERVATION 25-03 \(2003\)](#)

Ces mesures ont trait aux mesures d'atténuation en place pour réduire la capture accessoire d'oiseaux de mer, y compris le lestage des lignes, les lignes de banderoles satisfaisant à des normes bien précises, le mouillage de nuit et les autres restrictions relatives au mouillage, l'élimination des bats, etc.

La CCAMLR publie également des résolutions dont certaines se rapportent à la capture accessoire d'oiseaux de mer (Résolution 22/XXV, http://www.ccamlr.org/pu/e/e_pubs/cm/07-08/r22-xxv.pdf). Cette résolution est axée tout particulièrement sur des mesures internationales et explique ce que les ORGP adjacentes à la zone de la CCAMLR peuvent faire pour éviter de prendre des oiseaux qui se reproduisent dans la zone de compétence de la CCAMLR.

Groupe de travail sur la capture accessoire

La CCAMLR a un groupe de travail dont la structure est bien développée. Le Groupe de travail ad hoc IMALF (en anglais, Incidental Mortality Associated with Longline Fisheries) a été établi en 1992. En 2001, le groupe a élargi son mandat à toutes les pêches et est devenu l'IMAF (Groupe de travail sur la mortalité accidentelle liée à la pêche). Ce se réunit actuellement chaque année et conseille le Comité scientifique qui, à son tour, conseille la Commission de la CCAMLR. L'IMAF travaille en collaboration étroite avec l'ACAP et le Comité scientifique a invité l'ACAP à participer à toutes les réunions de l'IMAF. L'ACAP fournit notamment des informations sur la situation et les tendances démographiques des oiseaux de mer dont

s'occupe la CCAMLR. Depuis la création de son Groupe de travail sur la capture accessoire d'oiseaux de mer, l'ACAP se concerta également avec la CCAMLR sur les problèmes liés à la capture accessoire d'oiseaux de mer.

Identification du problème

Ces problèmes font l'objet de discussions approfondies à la CCAMLR, ces discussions s'inscrivant dans la suite logique du mandat et des origines de la Commission. L'intérêt porté par la Commission à la capture accessoire d'oiseaux de mer a commencé en 1984, date à laquelle on a demandé aux membres d'enregistrer et de signaler les cas de capture accessoire d'oiseaux de mer. Lorsque le Programme d'observation scientifique internationale de la CCAMLR a été introduit pendant la saison 1992/93, le rassemblement de données sur la capture accessoire d'oiseaux de mer était une tâche prioritaire pour les observateurs. Les données recueillies en application de ce programme continuent d'être communiquées à la Commission.

Évaluation des risques

L'IMAF procède chaque année à une évaluation des risques pour la zone de compétence de la CCAMLR. Toute information nouvelle utile est prise en compte dans cette évaluation, et des mesures d'atténuation sont recommandées en fonction du risque de capture accessoire d'oiseaux de mer.

Prescriptions en matière de communication de données sur la capture accessoire

Les membres sont tenus de signaler les cas de capture accessoire d'oiseaux de mer à la Commission. Le devoir de signalement a été institué en 1984.

Programme d'observateurs

Le Programme d'observation scientifique internationale de la CCAMLR (en anglais, CCAMLR Scheme of International Scientific Observation a été introduit en 1992/93. En application de ce programme, des observateurs internationaux (indépendants) doivent être placés à bord de tous les navires de pêche à la palangre et sur les navires de pêche au chalut dans les nouvelles pêches et les pêches exploratoires. Lorsque les zones maritimes des États côtiers chevauchent la zone de compétence de la Convention, des observateurs nationaux peuvent être mis en place. Les textes du Programme d'observation scientifique internationale de la CCAMLR et du Manuel des observateurs scientifiques de la CCAMLR (CCAMLR Scientific Observers Manual) sont consultables sur le site Web de la CCAMLR, et indiquent en détail les données que les observateurs doivent enregistrer.

Surveillance et de respect de la réglementation

Le respect des mesures de conservation est examiné chaque année par les groupes de travail et au niveau de la Commission. Le niveau de respect de ces mesures est évalué conformément au Système d'inspection de la CCAMLR, qui est en place depuis 1989/1990. De plus, les navires doivent être inspectés avant le départ et après le retour au port en vue d'évaluer le respect de la réglementation dans un certain nombre de domaines, y compris les mesures de réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer.

Action éducative

La CCAMLR publie divers matériaux pédagogiques de temps à autre. Les matériaux concernant les oiseaux de mer comprennent une affiche sur l'importance de retirer

l'hameçon des rejets de pêche, et un livret éducatif intitulé « Fish the Sea, not the Sky » [Pêchons dans la mer, pas dans l'air].

2.2. ICCAT (CICTA)

International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas

[Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique]

Historique

L'ICCAT, qui est entrée en vigueur en 1969, est chargée de la gestion de la pêche au thon et au marlin dans l'océan Atlantique. Les pêches de l'ICCAT comprennent la pêche à la senne coulissante, à la palangre et à la canne. Les efforts de pêche à la palangre de l'ICCAT s'étendent jusqu'à environ 45° S (la limite australe de la zone de compétence de l'ICCAT n'est pas définie)

Mandat

La [Convention de l'ICCAT](#) (établie en 1966) embrasse le thon et les espèces apparentées au thon. Toutefois, l'ICCAT a pris sur soi la tâche de recueillir des données sur les prises d'espèces non ciblées et a adopté diverses mesures contraignantes (Recommandations) et non contraignantes (Résolutions) sur les requins (résolution 2005-02, résolution 2001-11, résolution 2003-10, recommandation 2004-10), les tortues (résolution 2003-11) et les oiseaux de mer (résolution 2002-14, recommandation 2007-07). Aux termes de la recommandation 2007-07 relative aux oiseaux de mer, les pays doivent « s'efforcer de réaliser des réductions des niveaux de capture accessoire d'oiseaux de mer dans toutes les zones de pêche, en toute saisons et pour tous les types de pêche en utilisant des mesures d'atténuation efficaces ».

Mesures relatives à la capture accessoire d'oiseaux de mer

La [résolution 2002-14](#) concernant la mortalité accidentelle d'oiseaux de mer exhorte les pays à mettre en œuvre le plan d'action international PAI-Oiseaux de mer [IPOA-Seabirds], les encourage à rassembler des données sur la capture accessoire d'oiseaux de mer et à les soumettre à l'ICCAT, et stipule que l'ICCAT procédera à une évaluation des oiseaux de mer si c'est faisable et opportun. Les premières propositions concernant les oiseaux de mer ont été soumises en 2001 ; la mesure de 2002 a été proposée conjointement par le Brésil, le Japon et les États-Unis.

La [recommandation 2007-07](#) concernant la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer dans les pêches à la palangre prescrit à tous les navires de pêche à la palangre d'utiliser une ligne d'effarouchement des oiseaux (également connue sous le nom de ligne tori) lorsqu'ils évoluent au sud de 20° S. Les navires de pêche à l'espadon utilisant des engins en monofilament sont exemptés de cette condition à condition de mouiller les lignes la nuit et de lester la ligne de 60 g à moins de 3 m de l'hameçon. Cette mesure stipule que l'ICCAT devra élaborer des mécanismes pour permettre aux pays d'enregistrer des données sur les interactions avec les oiseaux de mer, et fait obligation aux pays de communiquer au Secrétariat les informations disponibles sur les interactions avec les oiseaux de mer. Cette mesure doit être réexaminée à la réunion de la Commission en 2008 à la lumière d'informations nouvelles, y compris celles de l'évaluation des oiseaux de mer de l'ICCAT, qui est actuellement en cours.

Groupe de travail sur la capture accessoire

L'ICCAT a établi un sous-comité de la capture accessoire en 1996. Ce sous-comité était surtout axé sur les requins, et les discussions sur les oiseaux de mer entre 2003 et 2006 se sont tenues en grande partie au cours de la séance plénière du Comité permanent de la recherche et les statistiques de l'ICCAT [Standing Committee on Research and Statistics (SCRS, le comité scientifique)]. En septembre 2006, le SCRS a établi le Sous-comité des écosystèmes [Sub-Committee on Ecosystems] de l'ICCAT, ainsi qu'un Sous-comité des requins, distinct du premier. Le Sous-comité des écosystèmes s'est réuni en février 2007 (1 semaine), septembre 2007 (1 jour) et mars 2008 (1 semaine). Les oiseaux de mer ont été un point important de l'ordre du jour. Le Comité scientifique de l'ICCAT a encouragé les délégations à inclure des spécialistes des oiseaux de mer dans les réunions scientifiques de l'ICCAT.

Identification du problème

La capture accessoire d'oiseaux de mer a fait l'objet de discussions à l'ICCAT depuis au moins 2001, année pendant laquelle plusieurs propositions concernant les oiseaux de mer ont été présentées lors de la réunion de la Commission. Le rapport de 2002 du SCRS accuse réception d'une lettre de la CCAMLR concernant la capture accessoire d'oiseaux de mer. BirdLife participe aux réunions de l'ICCAT en tant qu'observateur depuis 2002. Des données sur les taux de capture accessoire d'oiseaux de mer ont été présentées à l'ICCAT par les États-Unis depuis 2003. L'Afrique du Sud, BirdLife, le Brésil, l'Espagne, les États-Unis, Taipei et l'Uruguay ont présenté des données sur les taux de capture accessoire d'oiseaux de mer lors de récentes réunions. L'ICCAT a également reçu des communications sur la répartition des albatros et des pétrels et le chevauchement de l'effort de pêche de l'ICCAT, ainsi que sur la méthodologie et les premiers résultats de l'évaluation des oiseaux de mer par l'ICCAT.

Évaluation des risques

Selon la Résolution 02-14, une évaluation des effets des pêches de l'ICCAT sur les populations d'oiseaux de mer devrait être réalisée si c'est faisable et opportun. L'évaluation des oiseaux de mer a commencé en février 2007, à la première réunion du Sous-comité des écosystèmes, et sera achevée en mars 2009. Elle utilise une méthode compatible avec la méthode d'évaluation des risques écologiques élaborée en Australie. L'analyse est menée par le British Antarctic Survey, le CSIRO et BirdLife International, avec le financement du Royaume-Uni et des États-Unis, et est supervisée par le Sous-comité des écosystèmes de l'ICCAT. Les données sur l'effort de pêche à la palangre de l'ICCAT sont relativement complètes. Le projet CATDIS (catch distribution data) a été mis à contribution par l'ICCAT pour combler les lacunes des données sur les prises, et l'ICCAT s'est servi de ces données aux réunions de Sous-comité des écosystèmes, en 2007 et 2008, pour combler les lacunes de la base de données de l'effort de pêche à la palangre.

Prescriptions en matière de communication de données sur la capture accessoire

La communication de données est encouragée depuis 2002 (Résolution 2002-14, aussi [ICCAT Circulaire #256/07](#)). La [recommandation 2007-07](#) fait obligation aux pays de communiquer au Secrétariat les informations disponibles sur la capture accessoire d'oiseaux de mer, et veut que l'ICCAT élabore des mécanismes pour permettre aux pays d'enregistrer des données sur les interactions avec les oiseaux de mer. Le [guide de terrain de l'ICCAT](#) est mis à jour depuis 2005 ; il comprend une [liste révisée des](#)

[oiseaux de mer](#) capturés accidentellement dans les pêches de l'ICCAT. Des codes n'ont pas encore été attribués aux espèces d'oiseaux de mer.

Programme d'observateurs

Le Secrétariat de l'ICCAT encourage les pays à soumettre des données d'observation ([page Web de l'ICCAT sur la soumission de données](#)). Il n'y a toutefois pas actuellement de résolutions ou de recommandations actives de l'ICCAT, à part le programme d'observation des transbordements ([recommandation 2006-01](#)), qui stipule que tous les transbordements [transhipments] d'espèces relevant de l'ICCAT doivent avoir lieu dans les ports, à moins qu'ils ne soient surveillés en application du Programme régional d'observateurs [Regional Observer Programme ou ROP] de l'ICCAT. Au départ, le Programme régional d'observateurs sera limité aux grands navires de pêche à la palangre.

L'ICCAT n'a pas publié de normes de données pour les données d'observateurs, bien qu'il en ait été question au Sous-comité des écosystèmes. Dans un premier temps, le Sous-comité des écosystèmes a élaboré en 2007-8 un [formulaire pour recueillir les métadonnées des programmes d'observateurs](#) menés dans l'Atlantique par des membres de l'ICCAT. Les réponses devront être retournées à temps pour la réunion du SCRS en 2008.

Surveillance et de respect de la réglementation

L'ICCAT a pris diverses mesures pour combattre la pêche INDNR. Ces mesures comprennent la [recommandation 2006-13](#) qui traite de l'inspection dans les ports, la [recommandation 2006-11](#) qui établit le programme d'observation des transbordements, et la [recommandation 2003-14](#) concernant le système de surveillance des navires (Vessel Monitoring System ou VMS). Le suivi des taux de capture d'oiseaux de mer et du respect des mesures d'atténuation repose sur les données requises par la [recommandation 2007-07](#).

Action éducative

À la réunion du Sous-comité des écosystèmes de 2007, des exposés ont été présentés sur le travail d'Action éducative réalisé auprès des pêcheurs du Brésil et d'Afrique du Sud. En 2008, le Sous-comité va produire une affiche concernant la capture accessoire d'oiseaux de mer qui sera distribuée aux pêcheurs.

2.3. IOTC [CTOI]

Indian Ocean Tuna Commission

[Commission des thonidés de l'océan Indien]

Historique

L'IOTC, qui est entrée en vigueur en 1996, est chargée de la gestion de la pêche au thon et au marlin dans l'océan Indien. L'IOTC a été établie en vertu de l'article XIV de la Convention de la FAO et couvre les [zones statistiques 51 et 57 de la FAO](#). Les flottilles de pêche à la palangre de l'IOTC évoluent jusqu'à 45° S.

Mandat

La convention de l'IOTC ne concerne que le thon et les espèces apparentées au thon. Toutefois, en 1998, vu les inquiétudes suscitées dans le monde entier par la capture accessoire, une Consultation d'experts a recommandé à l'IOTC de réinterpréter son

mandat pour y inclure la collecte de données sur des espèces non ciblées, associées et dépendantes ([IOTC, 1998](#)). La Commission a voté à l'unanimité de recueillir régulièrement ces données, et la Commission a chargé le Secrétariat de les compiler ([énoncé de la mission de l'IOTC](#)). L'IOTC a adopté par la suite un certain nombre de résolutions et de recommandations (respectivement contraignantes et non contraignantes) sur les requins (résolution 2005-05), les tortues (recommandation 2005-08) et les oiseaux de mer (recommandation 05-09, résolution 06-04, résolution 07-0X – numéro encore inconnu). La Résolution 06/04 note que le but fondamental de l'IOTC est de réduire à zéro la capture accessoire d'oiseaux de mer, en particulier les espèces d'albatros et pétrels, dans les pêches à la palangre.

Mesures relatives à la capture accessoire d'oiseaux de mer

La [recommandation 2005-09](#) sur la mortalité accidentelle d'oiseaux de mer exhorte les pays à mettre en œuvre le plan d'action international PAI-Oiseaux de mer [IPOA-Seabirds], les encourage à recueillir des données sur la capture accessoire d'oiseaux de mer et à les soumettre à l'IOTC, et stipule que l'IOTC procédera à une évaluation des oiseaux de mer, si c'est faisable et opportun.

La [résolution 2006-04](#) concernant la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer dans les pêches à la palangre prescrit à tous les navires de pêche à la palangre d'utiliser une ligne d'effarouchement des oiseaux lorsqu'ils évoluent au sud de 30° S, dont elle donne les caractéristiques techniques. Les navires de pêche à l'espadon utilisant le « système de pêche à la palangre américaine » (comprenant un engin en monofilament et des bâtons chimioluminescents) et équipé d'un dispositif lance-ligne sont exempts de cette obligation. Cette mesure stipule que l'IOTC devra élaborer des mécanismes pour permettre aux pays d'enregistrer des données sur les interactions avec les oiseaux de mer, et fait obligation aux pays de communiquer au Secrétariat les informations disponibles sur les interactions avec les oiseaux de mer.

Aux termes de la résolution 2007-0X, les navires de pêche à la palangre au sud de 30° S doivent utiliser une combinaison de deux mesures d'atténuation choisies parmi les suivantes : lignes de banderoles, mise à l'eau la nuit, lestage des lignes, appâts teints en bleu, gestion des abats et lance-ligne, avec au moins une des trois premières. Cette résolution donne également des caractéristiques techniques. Elle suit les recommandations de la réunion de 2007 du Groupe de travail de l'IOTC sur les écosystèmes et la capture accessoire [IOTC Working Party on Ecosystems and Bycatch ou WPEB], mais ajoute les lance-lignes à la liste de mesures possibles ; elle annule et remplace la résolution 2006-04.

Groupe de travail sur la capture accessoire

En 2002, l'IOTC a décidé d'établir un groupe de travail sur la capture accessoire ; ce groupe de travail a vu le jour en 2005 (il a été rebaptisé IOTC Working Party on Ecosystems and Bycatch ou WPEB), et s'est réuni chaque année depuis lors (1-2 jours par an, une réunion de 3 jours étant prévue pour octobre 2008).

Identification du problème et évaluation des risques

Des données sur la capture accessoire d'oiseaux de mer ont été présentées à l'IOTC depuis 2005. Les informations présentées comprennent les taux de capture accessoire d'oiseaux de mer, la répartition des albatros et des pétrels, les mesures d'atténuation,

les normes de données pour les programmes d'observateurs, et l'Action éducative. Ces documents sont consultables sur le site Web de l'IOTC.

Évaluation des risques

Comme dans les autres commissions thonières, la recommandation 2005-09 stipule que l'IOTC procédera à une évaluation des effets de ses pêches sur les oiseaux de mer, si c'est faisable et opportun. En 2006, le Secrétariat de l'IOTC a compilé les informations disponibles sur la capture accessoire et a établi une base de données, mais le manque de données disponibles a entravé les progrès ([IOTC, 2006](#)). La réunion du WPEB en 2007 a conclu que les programmes d'observateurs de faible ampleur menés dans la région limitaient actuellement l'évaluation de la capture accessoire. La France est actuellement en train de procéder à une analyse de l'écosystème dans l'océan Indien, financée par l'UE.

Prescriptions en matière de communication de données sur la capture accessoire

Aux termes de la résolution 2006-04 (et de la résolution 2007-0X), les pays sont tenus de fournir au Secrétariat toutes les informations disponibles sur les interactions avec les oiseaux de mer, y compris les prises accidentelles par les navires de pêche. Le Secrétariat de l'IOTC a élaboré une base de données pour enregistrer les données sur la capture accessoire. L'IOTC a un [formulaire pour enregistrer les rejets des pêches](#). Des codes n'ont pas encore été attribués aux espèces d'oiseaux de mer.

Programme d'observateurs

L'IOTC a encouragé les Parties à mener des programmes d'observateurs (par exemple, [Comité scientifique 2005](#), [WPEB 2006](#)). Il n'y a toutefois pas de résolutions ou de recommandations pour les programmes d'observateurs, à part le programme d'observation des transbordements (Résolution 2006-02), qui s'applique à l'observation des grands palangriers de pêche au thon.

En 2005, le Japon a présenté des lignes directrices pour les programmes d'observateurs (IOTC-2005-SC-INFO7). Les normes des données pour l'enregistrement de la capture accessoire dans les programmes d'observateurs ont fait l'objet de discussions au WPEB en 2006, et en 2007, le WPEB a donné son aval aux recommandations faites dans Dietrich *et al.* 2005 et a recommandé que l'IOTC assure une coordination régionale suivie des normes des données d'observation et de la formation des observateurs. La réunion du WPEB en 2007 a également noté que la couverture par les observateurs « dans l'océan Indien est actuellement très faible, ce qui signifie que le groupe n'est pas en mesure de fournir des estimations fiables de la prise totale d'espèces non ciblées. En outre, le Secrétariat de l'IOTC ne détient actuellement pas de données des programmes d'observateurs à l'œuvre dans l'océan Indien. »

Surveillance et de respect de la réglementation

L'IOTC a pris diverses mesures pour combattre la pêche INDNR. Ces mesures comprennent l'inspection dans les ports ([résolution 2005-03](#)), le transbordement ([résolution 2006-02](#)) et le système de surveillance des navires [VMS] ([résolution 2006-03](#)). Le suivi des taux de capture d'oiseaux de mer et du respect des mesures d'atténuation repose sur les données requises par la résolution 2007-0X.

Action éducative

Rien de prévu pour le moment. Un exposé sur l'action éducative a été présenté à la réunion du WPEB en 2006⁵.

2.4. WCPFC [CPPOC]

Western and Central Pacific Fisheries Commission
[Commission des pêches du Pacifique Ouest et Central]

Historique

La WCPFC gère les stocks de poissons migratoires (par exemple, le thon et les espèces apparentées au thon) dans les ZEE et en haute mer, dans le Pacifique Ouest et Central. Des réunions préparatoires ont commencé en 2000 et la WCPFC est entrée en vigueur en 2004. Environ 72 % des prises totales sont capturée par des navires de pêche à la senne coulissante, 10 % à la canne et 10 % à la palangre ([Williams & Reid 2007](#)).

Mandat

La WCPFC a pour objectif de gérer les stocks de poissons migratoires conformément à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer et l'Accord des Nations unies sur les stocks de poissons. La [convention](#) comporte l'engagement à respecter le principe de précaution et l'approche écosystémique. Les articles 5 et 6 de la Convention de la WCPFC stipulent que la Commission recueillera des données sur la capture accessoire et qu'elle élaborera des programmes de surveillance et de recherche pour évaluer les effets de la pêche sur les espèces non ciblées. L'article 10 dispose que la Commission adoptera, s'il y a lieu, des mesures de conservation et de gestion, et formulera des recommandations pour les espèces non ciblées et les espèces dépendantes des stocks ciblés ou associés à eux, en vue de maintenir ou de rétablir ces espèces à des niveaux où leur reproduction ne sera plus menacée.

Mesures relatives à la capture accessoire d'oiseaux de mer

La [résolution 2005-01](#) sur la mortalité accidentelle d'oiseaux de mer (non contraignante) demande aux pays de mettre en œuvre le plan d'action international IPOA-Seabirds et de fournir les données disponibles à la Commission afin de permettre une estimation de la mortalité des oiseaux de mer, et mentionne que la WCPFC envisagerait des mesures d'atténuation de la capture accessoire d'oiseaux de mer en 2006. Le Comité scientifique et le Comité technique et du respect de la réglementation furent chargés par la Commission d'examiner les mesures d'atténuation de la capture accessoire d'oiseaux de mer, et de prendre des mesures pour améliorer la surveillance et le signalement d'interactions avec les oiseaux de mer.

Aux termes de la [mesure de conservation et de gestion-2006-02](#), les navires de pêche à la palangre au sud de 30° S ou au nord de 23° N doivent utiliser deux des mesures d'atténuation énumérées dans le tableau ci-dessous, dont au moins une de la colonne A. La mise en œuvre se fera par étapes (dans les zones situées au sud de 30° S avant le 1^{er} janvier 2008 pour les palangriers de 24 m ou plus de long, et avant le 31 janvier 2009 pour les palangriers de moins de 24 m de long ; dans les zones situées au nord

⁵ Tasker, M., 2006. Agreement on the Conservation of Albatrosses and Petrels. Paper submitted to the Second Meeting of the IOTC Bycatch Working Party IOTC-2006-WPBy-INF04.

de 23° N avant le 30 juin 2008 pour les palangriers de 24 m ou plus de long). Dans l'hémisphère Nord, les navires de moins de 24 m de long sont exemptés.

Colonne A	Colonne B
Mise à l'eau latérale [avec rideau anti-oiseaux et avançons lestés]*	Ligne tori
Mise à l'eau de nuit avec éclairage minimal du pont	Avançons lestés
Ligne tori	Appâts teints en bleu
	Lance-ligne en profondeur
	Lance-appâts
	Goulotte d'évacuation sous-marine
	Gestion de l'évacuation d'abats

* Compte pour deux mesures

Mesure de conservation et de gestion-2007-04 : En 2007, les caractéristiques techniques des mesures d'atténuation ont été longuement discutées. Les opinions des Parties différaient, en particulier sur une proposition visant à ajouter des lignes tori « légères » (page 37, <http://www.wcpfc.int/sc3/pdf/SC3%20Summary%20Report.pdf>) à la liste de mesures. Les discussions de la réunion de la Commission ont abouti à CMM 2007-04. Cette mesure reprend les prescriptions de CMM-2006-02 en matière d'atténuation de la capture accessoire d'oiseaux de mer, et établit des caractéristiques techniques pour ces mesures et l'obligation de communication d'informations.

Groupe de travail sur la capture accessoire

Lors des réunions préparatoires, les membres de la WCPFC ont convenu d'établir un Groupe de travail spécialisé sur les écosystèmes et la capture accessoire [Ecosystem and Bycatch Specialist Working Group ou EBSWG] ([WCPFC, 2004](#)). L'EBSWG s'est réuni chaque année depuis lors, pour un jour par an, en parallèle avec d'autres réunions du Comité scientifique de la WCPFC.

Le nombre de réunions et de groupes de la WCPFC est assez complexe. L'EBSWG, le Northern Committee, le Comité technique et du respect de la réglementation et, en 2007, un petit groupe de travail présidé par Robert Martinolich (Canada), se penchent actuellement sur les problèmes liés à la capture accessoire d'oiseaux de mer. Un examen externe de la procédure scientifique de la WCPFC est prévu ([annexe P du rapport du Comité scientifique de 2007](#)). Un projet de rapport sera préparé pour Décembre 2008, le rapport final étant prévu pour décembre 2009.

Identification du problème

Lors des réunions préparatoires, la WCPFC a chargé MRAG (Marine Resource Assessment Group) de préparer un rapport sur les problèmes d'écosystème et de capture accessoire dans le Pacifique Ouest et Central ([MRAG 2002](#)). Des communications ont été soumises à l'EBSWG concernant les taux de capture accessoire d'oiseaux de mer, le chevauchement des ORGP et de l'effort de pêche, et les mesures d'atténuation.

À la réunion du Comité scientifique de 2007, il a été demandé au Secrétariat de la WCPFC « d'obtenir les estimations disponibles des tailles et des tendances des

populations d'oiseaux de mer pour la prochaine réunion du Comité scientifique. Le Secrétariat est également prié d'inclure un résumé de la communication d'informations sur la capture d'oiseaux de mer dans son examen des lacunes de données. Une analyse des interactions avec les oiseaux de mer et de l'efficacité des mesures d'atténuation fera partie du plan de travail pour 2008-2010 (paragraphe 76, [Rapport sur la réunion de la Commission de 2007](#)).

Évaluation des risques

La WCPFC finance un projet d'évaluation des risques écologiques (2006-2010) coordonné par le SPC. Cette évaluation fait appel à la méthode de productivité-sensibilité ([Kirby & Hobday 2007](#)). Un atelier s'est tenu en août 2007 pour élaborer le [plan de recherche pour 2008-2010](#). Des données sur les oiseaux de mer sont reprises dans l'analyse.

Prescriptions en matière de communication de données sur la capture accessoire

La WCPFC a établi [l'obligation de communiquer les données opérationnelles sur la capture et l'effort](#) à la Commission. Les données sur la capture accessoire ne sont pas mentionnées spécifiquement. En 2008, les normes des données doivent être convenues pour les Programme régional d'observateurs. Aux termes de la mesure relative aux oiseaux de mer [MCG 2007-04](#), les pays doivent communiquer toutes les informations disponibles sur les interactions avec les oiseaux de mer dans la Première Partie de leurs rapports annuels, y compris les taux de capture accessoire et les espèces capturées. Les pays de pêche à la palangre doivent également informer la Commission des mesures d'atténuation qu'ils obligent leurs navires à utiliser.

Programmes d'observateurs

Le Programme régional d'observateurs [Regional Observer Program ou ROP] est en cours d'élaboration. Une mesure adoptée en décembre 2007 ([MCG-2007-01](#)) établit le ROP comme étant coordonné par le Secrétariat de la WCPFC et ayant pour but initial une couverture de 5 % de l'effort avant juin 2012. Les données recueillies par le ROP seront examinées en 2012. Certains navires sont actuellement exemptés du ROP, y compris les navires qui ne pêchent qu'à l'intérieur d'une ZEE, les navires qui pêchent le poisson frais au nord de 20° N, et les petits navires (dont la définition sera convenue en 2008). La couverture actuelle des programmes d'observateurs est faible (< 0.1 % de couverture pour les palangriers).

Surveillance et de respect de la réglementation

La [Convention de la WCPFC](#) présente un certain nombre de systèmes qui seront établis en vue de la surveillance et le respect de la réglementation. L'article 27 dispose que les États des ports peuvent inspecter à titre volontaire les navires qui entrent dans leurs ports ; et l'article 24.8 dispose que tous les navires hauturiers doivent être équipés d'un système VMS et que les données du VMS doivent être transmises directement à la Commission. L'article 29 prévoit l'établissement, par la WCPFC, de lignes directrices pour la réglementation et la surveillance des transbordements. Des procédures ont été établies pour monter à bord d'un navire et l'inspecter. La mesure CMM-2007-02 prévoit le système VMS sera en vigueur dans les zones situées au sud de 20° N ou au nord de 20° N et à l'est de 175° E à partir de janvier 2008. Le système n'a pas encore de date de départ pour les zones situées dans le nord. Les navires de moins de 24 m de long ont jusqu'au 1^{er} janvier 2009 pour activer le système. [MCG-2007-04](#)

Action éducative

Rien de prévu pour le moment.

2.5. IATTC [CIATT]

Inter-American Tropical Tuna Commission

[Commission interaméricaine du thon tropical]

Historique

L'IATTC est entrée en vigueur en 1950, initialement comme accord bilatéral entre les États-Unis et le Costa Rica. Entre 1998 et 2003, l'IATTC a rédigé une nouvelle convention (la [Convention d'Antigua](#)). À la fin de 2007, celle-ci nécessite encore deux ratifications par les Parties à la Convention de 1949 pour entrer en vigueur. La Convention d'Antigua étendra la zone de compétence de l'IATTC de 10° au nord et au sud, jusqu'à 50° N et 50° S. Un comité scientifique sera alors formé, et la CE deviendra un membre à part entière. L'IATTC diffère des autres commissions thonières en ce que les évaluations des stocks sont effectuées par le personnel de l'IATTC.

Mandat

L'accord original de 1949 de l'IATTC porte sur les poissons pris par les navires de pêche au thon. L'IATTC a toutefois d'importantes responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du Programme international pour la conservation des dauphins [International Dolphin Conservation Program (IDCP)], qui a succédé à l'Accord sur la conservation des dauphins de l'IATTC de 1992. L'IDCP vise à réduire à des niveaux proches de zéro la mortalité accidentelle des dauphins dans la pêche au thon à la senne coulissante. L'IATTC a adopté des mesures visant à réduire la capture accessoire de dauphins, de tortues, d'oiseaux de mer et de poissons non ciblés. La nouvelle [Convention d'Antigua](#) (pas encore en vigueur) s'applique à toutes les espèces prises par les thoniers, et l'article VII (g) contient l'engagement de prendre des mesures pour éviter et réduire au minimum la prise d'espèces non ciblées.

Mesures relatives à la capture accessoire d'oiseaux de mer

L'IATTC a mis en œuvre des mesures visant à réduire la capture accessoire de dauphins, et a une mesure consolidée portant sur la capture accessoire [C-04-05-Rev2](#). Les mesures concernant les oiseaux de mer sont actuellement distinctes de celles-ci.

La [résolution C-05-01](#) encourage les Parties et les non-Parties coopérantes à recueillir des données sur la capture accessoire d'oiseaux de mer, et à mettre en œuvre le plan d'action international IPOA-Seabirds. Comme dans les autres commissions thonières, elle demande également au Secrétariat de l'IATTC de procéder à une évaluation des risques pour les oiseaux de mer, lorsque c'est faisable et opportun.

En mai 2007, l'Espagne a présenté une proposition concernant les oiseaux de mer analogue à la mesure CMM 2007-04 de la WCPFC. Cette proposition a été renvoyée au Groupe de travail sur la capture accessoire et au Groupe d'évaluation des stocks pour discussion. À la réunion annuelle de la Commission en 2008, une proposition contraignante a été présentée en vue de la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer dans les eaux de l'IATTC. Cette proposition était fondée en grande partie sur la proposition de 2007, mais avait été révisée pour résoudre des problèmes soulevés à

la réunion annuelle de 2007 et par souci de cohérence avec les mesures adoptées par la WCPFC en 2007. Malgré le large appui dont bénéficiait cette proposition, il restait quelques problèmes non réglés concernant la zone d'application et des allusions aux caractéristiques techniques de la WCPFC. Ces problèmes, ajoutés à des discussions difficiles concernant la conservation du thon, ont entraîné un manque de consensus nécessaire pour adopter la mesure. Le Groupe de travail de l'IATTC sur la capture accessoire a été saisi de la question pour examen complémentaire lors de sa prochaine réunion.

Groupe de travail sur la capture accessoire

L'IATTC a un Groupe de travail sur la capture accessoire qui s'est réuni six fois entre 1998 et 2008 (une fois tous les deux ans, en moyenne). Les deux dernières réunions (2006 & 2007) ont été d'une durée d'un jour. Toutefois, pendant la période 2006-2008, la capture accessoire d'oiseaux de mer a fait l'objet de discussions surtout aux réunions du Groupe de travail sur l'évaluation des stocks plutôt qu'à celles du Groupe de travail sur la capture accessoire. Les membres de l'IATTC ont indiqué que les discussions sur la capture accessoire d'oiseaux de mer redeviendront la prérogative du Groupe de travail sur la capture accessoire, et qu'il y aura une réunion en 2009.

Identification du problème

La question de la capture accessoire d'oiseaux de mer dans les zones de pêche à la palangre a été soulevée par les États-Unis en 2004. Les premières communications sur la capture accessoire d'oiseaux de mer ont été présentées à la réunion du Groupe d'étude sur l'évaluation des stocks en 2006 par le Secrétariat de l'IATTC, les États-Unis, la Chine et BirdLife. Des communications ont également été présentées sur la répartition des albatros et des pétrels, et le chevauchement de celle-ci et de l'effort de pêche.

Évaluation des risques

En mai 2007, le Secrétariat de l'IATTC a produit le document [SAR-8-14](#), qui constitue une évaluation initiale des oiseaux de mer. Plutôt que d'utiliser une méthode d'évaluation des risques, ce document résume les informations disponibles sur la répartition des oiseaux de mer et la capture accessoire. Depuis 1999, le personnel de l'IATT ont élaboré un modèle d'écosystème pour l'océan Pacifique Est tropical (voir le [Rapport 2000 du GT sur la capture accessoire](#)).

Prescriptions en matière de communication de données sur la capture accessoire

La [résolution C-05-01](#) encourage les Parties et les non-Parties coopérantes à recueillir des données sur la capture accessoire d'oiseaux de mer, et à les transmettre au Secrétariat.

Programmes d'observateurs

L'IATTC a un Programme régional d'observateurs qui exige une couverture à 100 % des navires de pêche à la senne coulissante. Ce programme exige qu'au moins 50 % des observateurs soient indépendants, et a pour but principal d'enregistrer les interactions avec les dauphins et les taux de mortalité de ces derniers. La présence d'observateurs n'est pas exigée à bord des navires de pêche à la palangre. Depuis 2000, le Groupe de travail de l'IATTC sur la capture accessoire recommande que l'IATTC établisse un programme pour obtenir des données sur la capture accessoire à bord des navires de pêche à la palangre et des petits navires de pêche à la senne.

couissante, y compris un programme d'observateurs. En mai 2007, l'Espagne a proposé la présence obligatoire d'observateurs à bord des palangriers (couverture à 10 % recommandée), mais cette proposition n'a pas été adoptée.

Surveillance et respect de la réglementation

Un système VMS pour les navires de plus de 24 m de long a été établi par [C-04-06](#). La transmission des données VMS au Secrétariat de l'IATTC n'est pas obligatoire. L'IATTC dispose d'un système de suivi du thon qui sera certifié sans danger pour les dauphins.

Action éducative

L'IATTC a un programme de formation des observateurs et des pêcheurs qui porte sur la réduction de la mortalité des dauphins. L'IATTC a également un vaste programme de travail avec les pêcheurs artisanaux. Ce programme comporte des discussions sur la capture accessoire d'oiseaux de mer.

2.6. CCSBT [CCTRS]

Commission for the Conservation of Southern Bluefin Tuna
[Commission pour la conservation du thon rouge du sud]

Historique

La CCSBT est entrée en vigueur en 1994. L'effort de pêche à la palangre est concentré entre 30-50° S dans les océans Pacifique, Indien et Atlantique, et les zones de pêche de la CCSBT chevauchent fortement l'aire de répartition des espèces inscrites à l'ACAP. La CCSBT a été reconnue comme dysfonctionnelle dans le passé et, en conséquence, cette ORGP est confrontée à divers problèmes politiques complexes qui ont entravé considérablement ses discussions et ses progrès.

Mandat

Les articles 5, 8 et 9 de la Convention de la CCSBT concernent le rassemblement de données sur les espèces écologiquement apparentées [Ecologically related species ou ERS, en anglais et la présentation de rapports à la Commission sur la situation de ces espèces. En outre, selon son site Web, une des fonctions de la CCSBT est d'« encourager les activités liées à la conservation d'espèces écologiquement apparentées et d'espèces victimes de la capture accessoire » (<http://www.ccsbt.org/docs/about.html>). L'établissement de mesures contraignantes concernant des espèces non ciblées a toutefois fait l'objet de discussions lors de la [Réunion de 2007 du Groupe de travail sur les ERS](#).

Mesures relatives à la capture accessoire d'oiseaux de mer

La CCSBT exige des navires de pêche à la palangre qu'ils utilisent des lignes (tori) d'effarouchement des oiseaux au sud de 30° S. Cette mesure a été établie en 1997 ([Annexe U, Quatrième réunion annuelle de la CCSBT 1^{re} Partie](#)). D'autres propositions sur l'atténuation de la capture accessoire d'oiseaux de mer et sur la collecte de données ont été présentées depuis lors mais n'ont pas été adoptées.

Groupe de travail sur la capture accessoire

Le Groupe de travail sur les ERS a été établi en 1995 et a tenu sept réunions au cours des 14 années qui se sont écoulées depuis. La plupart de ces réunions ont été d'une durée de 3 ou 4 jours. Les [attributions](#) du Groupe de travail sur les ERS comprennent

l'étude des facteurs qui touchent les populations de ces espèces, l'évaluation des effets des pêches sur ces espèces, la prestation de conseils sur les mesures visant à réduire au minimum les effets des pêches sur ces espèces, y compris mais de manière non limitative, les modifications d'engin et les modifications opérationnelles, et la fourniture de recommandations sur les programmes de collecte de données et les projets de recherche.

Le [Rapport sur la réunion de 2005 de la Commission de la CCSBT](#) a exprimé des inquiétudes concernant l'efficacité actuelle du Groupe de travail sur les espèces écologiquement apparentées (paragraphe 121). Les problèmes que connaît le Groupe de travail sur les ERS sont résumés dans les paragraphes 158-167 du [Rapport sur la réunion de 2007 de la CCSBT](#). Les désaccords entre les membres sur le domaine de compétence et le mandat de cette ORGP ont continué à entraver ses progrès en matière de capture accessoire d'oiseaux de mer et de collecte de données.

Identification du problème

De nombreuses informations concernant la capture accessoire d'oiseaux de mer ont été soumises à la CCSBT : à la réunion de 1998 du GT sur les ERS, au moins 18 des 34 documents de réunion se rapportaient à la capture accessoire d'oiseaux de mer ; à la réunion de 2001 du GT sur les ERS, 44 des 76 documents de réunion se rapportaient à la capture accessoire d'oiseaux de mer.

Évaluation des risques

Bien que l'évaluation des effets des pêches au thon rouge du sud sur les ERS fasse partie des attributions de la CCSBT, celle-ci n'a pas encore procédé à une évaluation des risques.

Prescriptions en matière de communication de données sur la capture accessoire

Actuellement, le GT sur les ERS ne doit soumettre qu'un rapport national. Ce rapport comprend des données sur la capture accessoire, ainsi que des données sur les prises d'espèces ciblées, les mesures de gestion en vigueur dans les pays membres, les programmes d'Action éducative, etc. Les données sur la capture accessoire soumises dans les rapports nationaux ne sont pas soumises actuellement conformément à une résolution spatiale obligatoire.

Programmes d'observateurs

Un programme d'observateurs a été conclu en 2001. Une couverture à 10 % est encouragée, mais ce niveau n'est pas obligatoire. La CCSBT a établi des [normes pour les programmes d'observateurs](#) mais les méthodes pour enregistrer la capture accessoire d'oiseaux de mer ne sont pas précisées. La collecte de données sur les espèces non ciblées est classée en 3^e position sur une échelle des priorités qui va de 1 (la plus élevée) à 3 (la moins élevée). Les données des observateurs ne sont pas rassemblées de façon centralisée par le Secrétariat de la CCSBT.

Surveillance et respect de la réglementation

La présentation de rapport sur les taux de capture accessoire est volontaire. Il n'a pas été établi de systèmes pour surveiller le respect (ou l'efficacité) des mesures visant à réduire la capture accessoire d'oiseaux de mer.

Action éducative

En 2004, la CCSBT a produit des brochures éducatives sur la capture accessoire d'oiseaux de mer, de requins et de tortues, qui ont été distribuées aux pêcheurs.

2.7. SEAFO [OPASE]

Southeast Atlantic Fisheries Organisation

[Organisation des pêches de l'Atlantique Sud-Est]

Historique

La SEAFO gère les stocks autres que le thon (y compris l'hoplostète orange [orange roughy], l'alfonsino, le calmar et le crabe rouge) dans les [zones hauturières de l'Atlantique Sud-Est](#). La SEAFO a tenu ses premières réunions en 2005. L'Angola, la CE, la Namibie et la Norvège en sont membres. L'Afrique du Sud, les États-Unis, l'Islande et le Japon assistent également aux réunions. Actuellement, la principale pêche active est la pêche japonaise au crabe rouge au moyen de casiers-pièges [pot and trap]. Une priorité pour la SEAFO est de collecter des données sur la prise et l'effort d'autres pêches afin de permettre l'évaluation des stocks. Les niveaux de pêche INDNR ne sont pas connus. En 2006, la SEAFO a fermé à la pêche les zones qui entourent les montagnes sous-marines ([MCG 2006-06](#)).

Mandat

L'article 3 de la [Convention](#) comporte l'engagement d'adopter, s'il y a lieu, des mesures de conservation et de gestion pour les espèces appartenant au même écosystème que les ressources halieutiques exploitées, et de veiller à ce que les pratiques de pêche et les mesures de gestion prennent en compte la nécessité de réduire au minimum les effets néfastes sur l'ensemble des ressources marines vivantes.

Groupe de travail sur la capture accessoire

Pas encore établi.

Identification du problème et évaluation des risques

Des représentants du Projet du grand écosystème marin du Courant de Benguela [Benguela Current Large Marine Ecosystem project ou BCLME] ont assisté aux réunions depuis 2005 en tant qu'observateurs. L'Afrique du Sud a représenté les intérêts de l'ACAP aux réunions de 2006 et 2007. La SEAFO reçoit des rapports sur les activités liées aux oiseaux de mer dans la zone de compétence de l'ICCAT (par exemple, voir le rapport de 2007 du SC).

Mesures relatives à la capture accessoire d'oiseaux de mer

Aux termes de la [mesure de conservation 05-06](#), les navires de pêche à la palangre sont tenus d'utiliser une ligne de banderoles lorsqu'ils opèrent au sud de 30° S. Tous les navires de pêche à la palangre doivent mouiller les lignes (avec un éclairage minimal sur le pont), et il est interdit à tous les navires de pêche à la palangre et au chalut d'évacuer des abats pendant la mise à l'eau. En outre, la SEAFO est tenue d'élaborer des méthodes de collecte de données dans un délai d'un an, et la mesure sera réexaminée à la réunion de la SEAFO en 2009.

Prescriptions en matière de communication de données sur la capture accessoire

L'article 13 de la Convention établit l'obligation pour les Parties contractantes de fournir les données dont la SEAFO pourrait avoir besoin.

Programmes d'observateurs

L'article 16 de la [Convention](#) stipule que la SEAFO établira un système de collecte de données qui comportera un programme centralisé d'observateurs indépendants. La réunion de la Commission en 2007 a convenu que la SEAFO n'était pas encore prête pour établir le Programme régional d'observateurs. À la réunion de 2007 du Comité scientifique, la paucité des données d'observateurs soumises au Secrétariat a suscité des inquiétudes.

Surveillance et respect de la réglementation

L'article 16 de la Convention définit le champ d'application pour l'établissement de mesures de surveillance et de respect de la réglementation dans le port et en mer. En 2006, la SEAFO a adopté une interdiction provisoire de transbordement en mer ([mesure de conservation 03-06](#)), et en 2007, elle a adopté la [mesure de conservation 09-07](#) sur les mesures portuaires, qui établit un système d'inspections portuaires.

Action éducative

Pas encore établie.

2.8. SPRFMO [ORGPPC]

South Pacific Regional Fisheries Management Organisation

[Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud]

Historique

La SPRFMO est actuellement en cours de négociation. Cette procédure a été engagée à l'initiative de l'Australie, du Chili et de la Nouvelle-Zélande, et la première réunion internationale a eu lieu en février 2006. Cinq réunions préparatoires ont été tenues et il y a 20 États participants. Il est proposé que la SPRFMO gère les stocks de poissons hauturiers chevauchants et distincts des [zones hauturières du Pacifique Sud](#), y compris les zones de pêche au calmar et au thon rouge [horse mackerel & jack mackerel]. Les pêches sont composées principalement de chalutiers (pélagique et de fond) mais elles comprennent également des palangriers (pélagiques et démersaux). Les espèces hautement migratoires, comme le thon, ne seront pas prises en charge par la SPRFMO, étant donné qu'elles sont gérées par la WCPFC et l'IATTC.

Mandat

Le texte de la Convention n'a pas encore été finalisé, toutefois le [projet](#) qui a été examiné à la réunion de mars 2008 incorpore de nombreux principes de l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons, y compris l'engagement d'adopter une approche écosystémique précautionneuse et de réduire au minimum les effets des pêches sur les espèces non ciblées. L'article 17 inclut comme objectif le maintien ou le rétablissement des populations d'espèces non ciblées et associées et dépendantes à des niveaux où leur reproduction ne sera plus menacée.

Mesures relatives à la capture accessoire d'oiseaux de mer

Pas encore établies.

Groupe de travail sur la capture accessoire

Pas encore établi.

Identification du problème et évaluation des risques

Pas encore.

Programmes d'observateurs

L'article 27 du projet de convention énonce les grandes lignes d'un programme régional d'observateurs qui sera coordonné par le Secrétariat et utilisera des observateurs indépendants. Les mesures provisoires convenues en mai 2007 stipulent une couverture d'observateurs de 100 % pour les navires de pêche au chalut de fond. La [quatrième réunion préparatoire](#) de septembre 2007 a convenu d'une couverture d'observateurs minimale de 10 % pour les pêches pélagiques et de fond, et a adopté des [normes de données](#) pour le programme d'observateurs, telles que proposées par le Groupe de travail sur les données et l'information [Data and Information Working Group ou DIWG]. Ces normes comprennent des normes pour enregistrer les données sur les interactions avec les oiseaux de mer.

Surveillance et respect de la réglementation

Les mesures provisoires convenues en mai 2007 comprennent des prescriptions en matière de VMS. Les autres systèmes ne sont pas encore établis.

Action éducative

Rien jusqu'ici.

2.9. SIOFA [APOIS]

South Indian Ocean Fisheries Agreement

[Accord sur les pêches de l'océan Indien du Sud]

Le SIOFA s'applique aux zones hauturières de la majeure partie de l'océan Indien et gèrera des stocks d'espèces autres que le thon, comme l'hoplostète orange [orange roughy]. Neuf pays (l'Australie, les Comores, la France, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Mozambique, la Nouvelle-Zélande, les Seychelles) et la CE ont signé l'Accord, et un de ces pays l'a ratifié. Le SIOFA entrera en vigueur lorsque la FAO, qui est son dépositaire légal, aura reçu le quatrième instrument de ratification, dont au moins deux viendront d'États côtiers. Le SIOFA n'a pas encore créé de site Web.

L'article 3 du [texte de la Convention](#) inclut l'engagement d'adopter une approche écosystémique précautionneuse de la gestion, d'assurer la protection de la biodiversité, et stipule que les pratiques de pêche et les mesures de gestion devront prendre en compte les effets néfastes que les activités de pêche peuvent avoir sur le milieu marin. Contrairement à d'autres ORGP de formation récente (la WCPFC, la SEAGO, le SPRFMO), le texte de la Convention ne mentionne spécifiquement ni la capture accessoire d'espèces non ciblées ni un programme régional d'observateurs. Il n'a pas encore établi de groupe de travail sur la capture accessoire ou de mesures de gestion de la capture accessoire d'oiseaux de mer.

DOMAINES PROPOSÉS DANS LESQUELS LES PARTIES À L'ACAP PEUVENT APPORTER LEUR SOUTIEN AUX ORGP

Note : Les points énumérés ci-dessous proviennent, pour une large part, de discussions rapportées dans les comptes rendus de réunion des diverses ORGP et, dans certains cas, ces suggestions sont en débat depuis des années. On n'a pas indiqué de liens vers les rapports mais la lecture de rapports récents est encouragée pour faciliter la compréhension, et explorer les possibilités de progrès et les obstacles qui s'y opposent.

3.1. CCAMLR [CCFFMA]

La CCAMLR est généralement considérée comme une ORGP « modèle » en ce qui concerne les questions de capture accessoire d'oiseaux de mer et il est par conséquent moins nécessaire ici de faire progresser des initiatives en matière de réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer que dans les autres ORGP. Il reste toutefois des lacunes importantes, par exemple, dans les pêches au krill relevant de la Convention, où une augmentation de la couverture a été proposée mais s'est heurtée à la résistance de divers pays ces dernières années. Dans le contexte de la CCAMLR, il est possible d'accomplir des progrès vers la réalisation des objectifs de l'ACAP en ce qui concerne l'interaction avec les ORGP (proposée dans la section 1.5 plus haut) si les Parties :

- recommandent une couverture d'observateurs indépendants dans les pêches au krill ;
- soutiennent et continuent à encourager la France dans ses efforts continus pour réduire la capture accessoire d'oiseaux de mer dans ses pêches relevant de la CCAMLR ;
- entreprennent des recherches, et soutiennent l'élaboration et la mise en œuvre de mesures d'atténuation dans les pêches à la palangre ;
- continue de rassembler des données sur les collisions avec les funes, afin de déterminer l'ampleur de ce problème dans les pêches au chalut ;
- poursuivent leurs efforts pour réduire la pêche INDNR ; et
- mettent à exécution la résolution 22/XXV et prennent les mesures indiquées dans les ORGP adjacentes à la CCAMLR pour réduire la capture accessoire d'oiseaux qui se reproduisent dans la zone de compétence de la CCAMLR.

3.2. ICCAT [CICTA]

L'ICCAT a commencé à examiner et à faire face à la capture accessoire d'oiseaux de mer, par exemple, en incluant les risques de capture accessoire d'oiseaux de mer, la collecte de données et les mesures d'atténuation. Les Parties à l'ACAP pourraient songer à promouvoir et à soutenir, par l'intermédiaire de l'ICCAT, les questions plus spécifiques qui suivent. Cette action pourrait se concrétiser de diverses manières, y compris l'élaboration de résolutions et de recommandations, s'il y a lieu.

- Continuer à participer et à apporter leur soutien aux activités du Sous-comité sur la capture accessoire et aux discussions sur la capture accessoire d'oiseaux de mer qui ont lieu à cette tribune

- Apporter leur soutien et contribuer à l'achèvement de l'évaluation des oiseaux de mer actuellement en cours, et faciliter l'utilisation de cette évaluation dans la gestion des pêches
- Soutenir la poursuite de l'élaboration et de la mise en œuvre de mécanismes pour la collecte de données sur les interactions avec les oiseaux de mer
- Transmettre à l'ICCAT des données sur les interactions avec les oiseaux de mer dans leurs pêches
- Acheter et mettre en œuvre le Plan d'action national – Oiseaux de mer
- Établir des normes pour la collecte de données de programmes d'observateurs
- Proposer, élaborer et mettre en œuvre des programmes d'observateurs pour rassembler des données sur la capture accessoire et les interactions avec les oiseaux de mer
- Soutenir la maintenance des techniques adaptées (par exemple, des bases de données) nécessaires pour gérer de manière efficace et sécurisée les données d'interaction avec les oiseaux de mer
- Entreprendre des recherches et favoriser la mise en œuvre de mesures d'atténuation de la capture accessoire efficaces et définies avec précision dans toutes les zones voulues, y compris l'élaboration des caractéristiques minimales requises, en plus de la spécification des meilleures pratiques, pour la ligne tori qui est actuellement en vigueur
- Proposer l'élaboration et la mise en œuvre de mesures efficaces de contrôle du respect de la réglementation en matière d'atténuation
- Souligner la nécessité d'examiner chaque année les effets de la pêche INDNR sur les albatros et les pétrels
- Proposer, soutenir et mettre en œuvre des programmes éducatifs adaptés concernant la prise de conscience et la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer

3.3. IOTC [CTOI]

Comme l'ICCAT, l'IOTC a commencé à examiner et à progresser vers la gestion de la capture accessoire d'oiseaux de mer. Étant donné l'objectif déclaré de réduire à zéro la capture accessoire d'oiseaux de mer, il devrait être plus facile pour l'IOTC de maintenir l'accent sur la résolution des problèmes liés à la capture accessoire d'oiseaux de mer que pour les ORGP qui poursuivent des objectifs moins explicitement liés aux oiseaux de mer. Les Parties à l'ACAP pourraient songer à promouvoir et à soutenir, par l'intermédiaire de l'IOTC, les démarches qui suivent. Une fois de plus, cette action pourrait se concrétiser de diverses manières, y compris l'élaboration de résolutions et de recommandations, s'il y a lieu.

- Continuer à participer et à apporter leur soutien aux activités du Groupe de travail de l'IOTC sur les écosystèmes et la capture accessoire et aux discussions sur la capture accessoire d'oiseaux de mer qui ont lieu à cette tribune ;
- Mettre en œuvre les résolutions et recommandations existantes concernant la réduction de la capture accessoire et la gestion des oiseaux de mer, par exemple, achever et mettre en œuvre les Plans d'action nationaux – Oiseaux de mer, rassembler des données sur la capture accessoire d'oiseaux de mer et les transmettre à la Commission, mettre en œuvre les mesures d'atténuation ;

- Fournir les nouvelles informations utiles à l'évaluation des effets des pêches de l'IOTC sur les oiseaux de mer et soutenir l'achèvement de cette évaluation ;
- Proposer, élaborer et mettre en œuvre des programmes d'observateurs pour rassembler des données sur la capture accessoire et les interactions avec les oiseaux de mer ;
- Établir des normes pour la collecte de données de programmes d'observateurs ;
- Soutenir la maintenance des techniques adaptées (par exemple, des bases de données) nécessaires pour gérer de manière efficace et sécurisée les données d'interaction avec les oiseaux de mer, y compris les données d'observateur lorsque les programmes sont en place ;
- Entreprendre des recherches et favoriser la mise en œuvre de mesures d'atténuation de la capture accessoire efficaces et définies avec précision pour toutes les zones/méthodes de pêche voulues ;
- Proposer l'élaboration et la mise en œuvre de mesures efficaces de contrôle du respect de la réglementation en matière d'atténuation ;
- Souligner la nécessité d'examiner chaque année les effets de la pêche INDNR sur les albatros et les pétrels ; et
- Proposer, soutenir et mettre en œuvre des programmes éducatifs adaptés concernant la prise de conscience et la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer.

3.4. WCPFC [CPPOC]

Bien que de création récente, la WCPFC a déjà accompli des progrès relativement importants dans l'examen des problèmes liés à la capture accessoire d'oiseaux de mer. Étant donné les références, dans le texte de la Convention, à la gestion précautionneuse et à la protection des espèces non ciblées et de l'environnement, la WCPFC est bien placée pour continuer à gérer activement la capture accessoire d'oiseaux de mer, bien que seulement trois Parties à l'ACAP soient membres de cette Commission. Les membres spécialistes des oiseaux de mer risquent d'avoir du mal à assister à toutes les réunions de la WCPFC dont l'ordre du jour comporte une discussion de problèmes liés aux oiseaux de mer. Les Parties à l'ACAP pourraient favoriser et soutenir la conservation des oiseaux de mer, par le biais de la WCPFC, en prenant les mesures suivantes :

- Veiller à ce que les délégations à toutes les réunions utiles soient bien préparées pour engager un dialogue sur la capture accessoire d'oiseaux de mer, qu'elles comprennent ou non des « experts » sur les oiseaux de mer ;
- Mettre en œuvre les résolutions et les mesures de conservation et de gestion existantes concernant la réduction et la gestion de la capture accessoire et la gestion des oiseaux de mer, par exemple, achever et mettre en œuvre les Plans d'action nationaux – Oiseaux de mer, rassembler des données sur la capture accessoire et l'atténuation de la capture accessoire d'oiseaux de mer et les transmettre à la Commission, mettre en œuvre les mesures d'atténuation ;
- Entreprendre des recherches sur l'amélioration des mesures d'atténuation de la capture accessoire d'oiseaux de mer et encourager la WCPFC à les adopter ;
- Veiller à ce que les informations relatives aux mesures d'atténuation nouvelles ou existantes soient discutées aux réunions concernées de la WCPFC, et à ce

que la mise en œuvre de mesures d'atténuation efficaces soit obligatoire sur tous les navires ;

- Soutenir la poursuite de l'évaluation des risques écologiques et en encourager l'examen explicite dans la gestion des pêches de la WCPFC ;
- Établir et encourager l'adoption de normes pour la collecte de données de programmes d'observateurs qui comprennent les données sur les oiseaux de mer ;
- Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre du Programme régional d'observateurs [Regional Observer Programme ou ROP] pour la collecte de données sur la capture accessoire et l'interaction avec les oiseaux de mer ;
- Préconiser que tous les navires soient inclus dans le ROP ;
- Soutenir la maintenance des techniques adaptées (par exemple, des bases de données) nécessaires pour gérer de manière efficace et sécurisée les données d'interaction avec les oiseaux de mer, y compris les données d'observateur lorsque des programmes d'observateurs sont en place ;
- Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de mesures efficaces de contrôle du respect de la réglementation en matière de signalement et d'utilisation de mesures d'atténuation ;
- Souligner la nécessité d'examiner chaque année les effets de la pêche INDNR sur les albatros et les pétrels ; et
- Proposer, soutenir et mettre en œuvre des programmes éducatifs adaptés concernant la prise de conscience et la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer.

3.5. IATTC [CIATT]

Bien qu'à l'origine l'IATTC ait été, et continue d'être, axée sur la capture accessoire de dauphins plutôt que la capture accessoire d'oiseaux de mer, les discussions sur la capture accessoire d'oiseaux de mer tenues jusqu'ici inclineront la Commission à continuer à étudier les effets de la pêche sur les espèces non ciblées. De plus, le texte de la Convention d'Antigua prévoit une approche écosystémique précautionneuse du développement durable et de la protection de l'environnement, gage de la poursuite des travaux sur la capture accessoire d'oiseaux de mer. Les Parties à l'ACAP qui adhèrent à l'IATTC devront apporter leur soutien et fournir des informations techniques convaincantes pour veiller à ce que cette ORGP continue à s'intéresser aux problèmes liés à la capture accessoire d'oiseaux de mer, y compris lorsque la nouvelle Convention entrera en vigueur. Actuellement, les dispositions relatives à la conservation des oiseaux de mer sont plus faibles que dans certaines autres ORGP, par exemple la WCPFC. Les principaux domaines de l'implication des Parties à l'ACAP sont les suivants :

- Encourager les discussions de questions liées à la capture accessoire d'oiseaux de mer, par le biais des réunions du Groupe de travail sur la capture accessoire et d'autres réunions, le cas échéant. (La préparation minutieuse des délégations à toutes les réunions portant sur des problèmes liés aux oiseaux de mer aiderait à garantir qu'aucune occasion ne soit manquée de faire des progrès vers les objectifs de l'ACAP).
- Mettre en œuvre les résolutions existantes concernant la réduction de la capture accessoire des oiseaux de mer, par exemple, achever et mettre en

- Soutenir la poursuite de l'élaboration et de la mise en œuvre de mécanismes pour la collecte de données sur les interactions avec les oiseaux de mer
- Signaler les données sur la capture accessoire d'oiseaux de mer aux réunions concernées
- Soutenir et participer à l'achèvement de l'évaluation des oiseaux de mer qui a été demandée (par la résolution C-05-01). Préconiser l'utilisation de cette évaluation des risques dans la gestion des pêches.
- Prendre part aux discussions du Groupe de travail sur la capture accessoire pour soutenir des mesures contraignantes de conservation efficace des oiseaux de mer (y compris la collecte de données), suite au renvoi de la proposition faite à la réunion de la Commission en juin 2008 au Groupe de travail pour examen supplémentaire ;
- Proposer, élaborer et mettre en œuvre les programmes d'observateurs obligatoires pour la collecte de données sur la capture accessoire/les interactions d'oiseaux de mer avec les navires de pêche à la palangre, et veiller à ce que les observateurs enregistrent les données sur les interactions des oiseaux de mer avec les navires de pêche à senne coulissante.
- Établir des normes pour la collecte de données de programmes d'observateurs
- Soutenir la maintenance des techniques adaptées (par exemple, des bases de données) nécessaires pour gérer de manière efficace et sécurisée les données d'interaction avec les oiseaux de mer
- Entreprendre des recherches et favoriser la mise en œuvre de mesures d'atténuation de la capture accessoire efficaces et définies avec précision dans toutes les zones voulues, y compris l'élaboration des caractéristiques minimales requises
- Proposer l'élaboration et la mise en œuvre de mesures efficaces de contrôle du respect de la réglementation en matière d'atténuation
- Souligner la nécessité d'examiner chaque année les effets de la pêche INDNR sur les albatros et les pétrels ; et
- Proposer, soutenir et mettre en œuvre des programmes éducatifs adaptés concernant la prise de conscience et la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer.

3.6. CCSBT [CCTRS]

Bien que cette ORGP soit extrêmement importante pour les espèces inscrites à l'ACAP, il est malaisé de déterminer actuellement si des occasions d'accomplir des progrès dans la gestion des interactions avec les oiseaux de mer se présenteront à l'avenir. Après une réunion dysfonctionnelle à Tokyo en 2007, le Groupe de travail sur les espèces écologiquement apparentées [Ecologically Related Species Working Group ou ERSWG] a sollicité le concours de la Commission pour clarifier son champ d'application, son mandat et son rôle. Il semble que ces questions fondamentales doivent être résolues pour tous les membres, avant qu'il soit possible d'accomplir des progrès dans cette ORGP en ce qui concerne les problèmes liés aux espèces écologiquement apparentées. Un examen de la performance de la CCSBT est actuellement en cours, ce qui facilitera peut-être la résolution des problèmes et fera progresser la gestion des pêches, y compris les interactions avec les espèces

écologiquement apparentées. C'est pourquoi il sera difficile, pour les Parties à l'ACAP, de faire des progrès vers l'objectif de l'ACAP au sein de la CCSBT. Toutefois, s'il est possible de créer un climat propice au progrès, il y a un certain nombre de domaines dans lesquels les Parties à l'ACAP pourraient chercher à dynamiser l'approche de la CCSBT en ce qui concerne la capture accessoire d'oiseaux de mer, notamment :

- soutenir l'examen de la performance de la CCSBT actuellement en cours, pour faciliter la résolution des obstacles actuels afin de faire progresser les questions liées aux espèces écologiquement apparentées ;
- soutenir la continuation d'un Groupe de travail chargé des questions liées à la capture accessoire ;
- encourager l'adoption de mesures visant à exiger la collecte et la communication de données sur la capture accessoire d'oiseaux de mer, à des échelles spatiales et temporelles suffisamment fines pour permettre la compréhension et la gestion efficace des interactions d'oiseaux de mer avec les pêches au thon rouge du Sud ;
- encourager la réalisation d'une évaluation des risques d'interactions d'oiseaux de mer avec les pêches au thon rouge du Sud, et recommander l'utilisation de cette évaluation pour la gestion des pêches (dans la mesure permise par les lacunes de connaissances) ;
- entreprendre des recherches et encourager l'utilisation obligatoire de mesures d'atténuation de la capture accessoire efficaces et définies avec précision, en plus de l'obligation en vigueur d'utiliser une ligne tori au sud de 30° S ;
- soutenir la mise en œuvre d'une couverture d'observateurs obligatoire, initialement à hauteur des 10 % que les membres sont actuellement encouragés à réaliser à titre volontaire, et à des niveaux plus élevés par la suite ;
- établir et encourager l'adoption de normes pour la collecte de données de programmes d'observateurs qui comprennent des données sur la capture accessoire/l'interaction des oiseaux de mer ;
- encourager l'élaboration et la mise en œuvre de mesures efficaces de contrôle du respect de la réglementation en matière d'atténuation et de signalement, lorsque ces mesures deviendront obligatoires ;
- déterminer les implications des activités de pêche INDNR au thon rouge du Sud pour les albatros et les pétrels ; et
- proposer, soutenir et mettre en œuvre des programmes éducatifs adaptés concernant la prise de conscience et la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer.

3.7. SEAFO [OPASE]

Les attributions de la SEAFO – autre ORGT de création relativement récente – comprennent la gestion de la capture accessoire d'oiseaux de mer, étant donné son attachement à la conservation des ressources vivantes de la mer et des écosystèmes marins. Une seule Partie à l'ACAP est membre de la SEAFO, mais d'autres sont actuellement signataires. Bien qu'il n'existe pas actuellement de structure du type groupe de travail, le Comité scientifique a été chargé de conseiller la direction en matière d'effets sur l'écosystème et de conservation, ce qui inclut les questions liées aux oiseaux de mer et à la capture accessoire d'oiseaux de mer. Parmi les occasions

de faire progresser les initiatives liées aux oiseaux de mer dans cette ORGP, citons les suivantes :

- veiller à ce que les discussions au niveau du Comité scientifique et de la Commission continuent d'inclure les questions liées à la capture accessoire d'oiseaux de mer ;
- soutenir l'établissement d'un groupe de travail qui examinera les questions liées à la capture accessoire d'oiseaux de mer et fera rapport au Comité scientifique ;
- préparer minutieusement les délégations à toutes les réunions portant sur des problèmes liés aux oiseaux de mer pour veiller à ce qu'aucune occasion ne soit manquée de faire des progrès vers les objectifs de l'ACAP.
- soutenir l'utilisation obligatoire de mesures efficaces définies avec précision visant à l'atténuation de la capture accessoire, y compris les prescriptions actuelles [Mesure de conservation (05-06)], par exemple, l'utilisation d'une ligne tori au sud de 30° S, la mise à l'eau nocturne, la rétention des abats pendant la mise à l'eau, le nettoyage du filet, etc.
- soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de mécanismes pour la collecte de données sur les interactions avec les oiseaux de mer ;
- signaler les données sur la capture accessoire d'oiseaux de mer aux réunions concernées ;
- soutenir et contribuer à l'achèvement de l'évaluation des risques courus par les oiseaux de mer dans la mesure où les informations disponibles le permettent, et préconiser l'utilisation de cette évaluation des risques dans la gestion des pêches ;
- soutenir les programmes d'observateurs obligatoire pour rassembler des données sur la capture accessoire et les interactions avec les oiseaux de mer ;
- établir des normes pour la collecte de données de programmes d'observateurs ;
- soutenir la maintenance des techniques adaptées (par exemple, des bases de données) nécessaires pour gérer de manière efficace et sécurisée les données d'interaction avec les oiseaux de mer ;
- mener des recherches et proposer l'élaboration et la mise en œuvre de mesures efficaces de contrôle du respect de la réglementation en matière d'atténuation et de signalement ;
- souligner la nécessité d'examiner chaque année les effets de la pêche INDNR sur les albatros et les pétrels ; et
- proposer, soutenir et mettre en œuvre des programmes éducatifs adaptés concernant la prise de conscience et la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer.

3.8. SPRFMO [ORGPPC]

Étant donné que le projet de texte de la Convention fait allusion à des espèces associées et dépendantes, les membres (y compris les Parties à l'ACAP) ont une certaine latitude pour établir des dispositions relatives à la conservation des oiseaux de mer dans la zone de compétence de cette ORGP. Les domaines à développer sont les suivants :

- former un groupe de travail adapté pour encourager et faire progresser les discussions et l'atténuation de la capture accessoire d'oiseaux de mer ;
- préparer minutieusement les délégations à toutes les réunions portant sur des problèmes liés aux oiseaux de mer pour veiller à ce qu'aucune occasion ne soit manquée de faire des progrès vers les objectifs de l'ACAP.
- élaborer des évaluations de risques pour les interactions avec les oiseaux de mer et soutenir l'utilisation de ces évaluations dans la gestion des pêches ;
- encourager l'élaboration et la mise en œuvre de mécanismes pour la collecte de données sur les interactions avec les oiseaux de mer ;
- encourager les prescriptions en matière de communication des données sur les interactions avec les oiseaux de mer ;
- établir et encourager l'adoption de normes pour la collecte des données de programmes d'observateurs ;
- proposer, élaborer et mettre en œuvre des programmes d'observateurs pour rassembler des données sur la capture accessoire et les interactions avec les oiseaux de mer ;
- encourager l'élaboration et la maintenance de techniques adaptées (par exemple, des bases de données) nécessaires pour gérer de manière efficace et sécurisée les données d'interaction avec les oiseaux de mer ;
- entreprendre des recherches, proposer et soutenir la mise en œuvre obligatoire de mesures d'atténuation de la capture accessoire efficaces et définies avec précision, y compris les caractéristiques minimales requises ;
- proposer l'élaboration et la mise en œuvre de mesures efficaces de contrôle du respect de la réglementation en matière d'atténuation ;
- souligner la nécessité d'examiner chaque année les effets de la pêche INDNR sur les albatros et les pétrels ; et
- proposer, soutenir et mettre en œuvre des programmes éducatifs adaptés concernant la prise de conscience et la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer.

3.9. SIOFA [APOIS]

Bien que le projet de texte de la Convention ne fasse pas explicitement référence aux espèces associées et dépendantes, les Parties à l'ACAP peuvent envisager de soulever des questions concernant les oiseaux de mer au titre des dispositions relatives à la protection de la biodiversité et la réduction au minimum des effets de la pêche sur l'environnement. Comme pour la SORFMO embryonnaire, les domaines à développer sont les suivants :

- prévoir que l'ORGP examine la capture accessoire et les interactions avec les oiseaux de mer, et des mesures de gestion liées à cet examen dans le cadre de son mandat ;
- former un groupe de travail adapté pour encourager et faire progresser les discussions et l'atténuation de la capture accessoire d'oiseaux de mer ;
- préparer minutieusement les délégations à toutes les réunions portant sur des problèmes liés aux oiseaux de mer pour veiller à ce qu'aucune occasion ne soit manquée de faire des progrès vers les objectifs de l'ACAP.

- proposer l'élaboration d'évaluations de risques pour les interactions avec les oiseaux de mer et soutenir l'utilisation de ces évaluations dans la gestion des pêches ;
- soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de mécanismes pour la collecte de données sur les interactions avec les oiseaux de mer ;
- proposer et encourager les prescriptions en matière de communication des données sur les interactions avec les oiseaux de mer ;
- proposer, élaborer et mettre en œuvre des programmes d'observateurs pour rassembler des données sur la capture accessoire et les interactions avec les oiseaux de mer, y compris des normes appropriées de collecte de données ;
- soutenir l'élaboration et la maintenance de techniques adaptées (par exemple, des bases de données) nécessaires pour gérer de manière efficace et sécurisée les données d'interaction avec les oiseaux de mer ;
- entreprendre des recherches, proposer et soutenir la mise en œuvre obligatoire de mesures d'atténuation de la capture accessoire efficaces et définies avec précision, y compris l'élaboration des caractéristiques minimales requises ;
- proposer l'élaboration et la mise en œuvre de mesures efficaces de contrôle du respect de la réglementation en matière d'atténuation ;
- souligner la nécessité de réviser chaque année les effets de la pêche INDNR sur les espèces ciblées et non ciblées, y compris les oiseaux de mer ; et
- proposer, soutenir et mettre en œuvre des programmes éducatifs adaptés concernant la prise de conscience et la réduction de la capture accessoire d'oiseaux de mer.

Engagement du dialogue avec les ORGP [RFMO]

4.1. Niveaux de dialogue

Il y a plusieurs façons dont les Parties à l'ACAP peuvent engager le dialogue avec les ORGP. Chaque ORGP est constitué d'États (désignés, par exemple, comme membres, pays pêcheurs, non-membres coopérants, etc.), dont certains sont également Parties à l'ACAP. Les Parties à l'ACAP qui appartiennent à une ORGP sont liées par leurs obligations au titre de l'ACAP, et leur position doit se refléter dans les négociations. Toutefois, les décisions d'une ORGP sont prises au niveau de l'organisation et il importe par conséquent de considérer les ORGP comme des décideurs collectifs. Étant donné le nombre de membres, le processus consensuel normal et le parcours historique de chaque ORGP, la modification de l'optique des ORGT peut exiger une stratégie à moyen ou à long terme.

En gros, il y a trois scénarios différents de représentation de l'ACAP aux réunions des ORGP et autres organisations concernées :

- la présence d'un représentant de l'ACAP, par exemple, le Secrétariat ;
- la présence d'États appartenant à des ORGP, ainsi que de Parties à l'ACAP, et
- une combinaison de deux représentations précédentes

Lorsque les membres d'ORGp sont également membres de l'ACAP, il convient d'insister sur l'utilisation des compétences techniques et de l'influence de ces Parties, individuellement et collectivement, pour accomplir des progrès vers l'objectif de

l'ACAP, qui est de réaliser et de maintenir une situation de conservation favorable pour les albatros et les pétrels.

Les types de dialogue varieront en fonction de la capacité dans laquelle l'ACAP est représenté, mais comprendront :

- le dialogue direct par la soumission de documents ou de propositions (par exemple, pour l'adoption de mesures d'atténuation de la capture accessoire) et le lobbying des délégations ; et
- le dialogue indirect par la soumission de documents d'information (par exemple, concernant le chevauchement spatial des espèces inscrites à l'ACAP et des zones de pêches gérées par cette ORGP) pour guider les prises de décision et de position sur des questions liées à la conservation des albatros et des pétrels.

Enfin, il est également possible d'exercer une influence directe en rendant les informations disponibles, notamment par le biais du site Web de l'ACAP ; par exemple, les délégations des ORGP peuvent consulter et utiliser ces informations pour éclairer les positions nationales sur les interactions entre les oiseaux de mer et les pêches.

La promotion de l'objectif de l'ACAP exigera des apports différents pour les différentes ORGP, mais il est possible de distinguer trois domaines principaux, tel qu'il est exposé ci-après. L'ACAP peut décider de développer des produits particuliers (par exemple, mener des recherches sur l'atténuation de la capture accessoire) pour étayer les apports aux ORGP, et établir des relations avec certaines ORGP importantes pour les espèces inscrites à l'ACAP.

1. **Fourniture d'informations crédibles :** L'ACAP peut fournir des informations aux ORGP, par exemple, dans les domaines suivants :
 - la raison d'être de la conservation des oiseaux de mer et les espèces inscrites à l'ACAP les plus menacées par les pêches ;
 - le chevauchement spatial et temporel des espèces inscrites à l'ACAP et des pêches gérées par cette ORGP ;
 - les menaces pour les oiseaux de mer que pourraient présenter des pêches actuellement en activité ou proposées ;
 - d'autres considérations spéciales concernant les problèmes liés aux oiseaux de mer dans leur région ou dans leurs pêches ;
 - l'évaluation et le suivi d'un problème de capture accessoire, notamment en utilisant les programmes d'observateurs et les mécanismes de gestion des données qui conviennent ;
 - les types de mesure qui pourraient éviter ou atténuer la capture accessoire d'oiseaux de mer dans leurs pêches ;
 - l'évaluation et l'affinement des mesures visant à atténuer la capture accessoire d'oiseaux de mer ; et
 - les études de cas de gestion qui montrent l'efficacité de diverses méthodes de gestion à réduire la capture accessoire d'albatros et de pétrels.
2. **Hiérarchisation des menaces présentées par les pêches** Il se peut que cette hiérarchisation soit limitée par l'état actuel des connaissances, mais l'ACAP

peut fournir des conseils aux ORGP sur la manière la plus efficace de cibler leurs mesures de gestion des oiseaux de mer. Par exemple, différentes méthodes de pêche peuvent présenter différentes menaces en ce qui concerne la capture accessoire d'oiseaux de mer, et on conseillerait normalement aux ORGP de s'attaquer aux menaces les plus graves en premier.

3. **Constatation des progrès accomplis et proposition des étapes suivantes :**
En tant qu'Accord à vocation bien définie, l'ACAP peut reconnaître les progrès accomplis vers son objectif par diverses ORGP. Le soutien apporté à ces progrès peut s'exprimer de diverses façons à l'égard des ORGP. En même temps, l'ACAP peut proposer les étapes suivantes à l'examen des ORGP, ainsi qu'un soutien adapté, afin de continuer à progresser vers l'objectif de l'ACAP dans le contexte des pêches.

4.2. Processus d'engagement du dialogue

Indépendamment des Parties à l'ACAP qui appartiennent à des ORGP particulières, toutes les Parties doivent être d'accord sur les positions de l'ACAP (par exemple, documents, opinions) présentées à ces tribunes. Les buts généraux de l'ACAP dans les ORGP sont définis par l'Accord et son Plan d'action, et amplifiés par le Comité consultatif. Toutefois, il est également nécessaire de se mettre d'accord sur les méthodes pour obtenir des résultats précis. Ces méthodes demandent une coordination importante. Par conséquent, la nomination d'un(e) « Coordinateur/coordinatrice ORGP » provenant d'une des Parties à l'ACAP pour coordonner l'élaboration de la démarche à adopter par l'ACAP pour chaque réunion d'ORGP digne d'intérêt pourrait faire gagner du temps. Nous suggérons ci-dessous une procédure à suivre pour parvenir à une entente sur les buts précis de l'ACAP dans le cadre d'une réunion d'ORGP.

1. Les Parties sont informées d'une réunion prochaine d'ORGP à laquelle une ou plusieurs Parties à l'ACAP souhaitent présenter une position ou des matériels de l'ACAP, y compris par l'intermédiaire du Secrétariat.
2. Le coordinateur ORGP pour cette ORGP est sélectionné(e) parmi les Parties à l'ACAP intéressées. Les coordinateurs ORGP pourraient être sélectionnés lors des réunions du Comité consultatif ou pendant la période intersessions, selon le cas. En l'absence d'un coordinateur d'une Partie à l'ACAP, il pourrait être demandé au Secrétariat d'assurer la coordination.
3. Le coordinateur recueille les avis des Parties à l'ACAP sur la position ou les matériels proposés qu'il est question de présenter à une réunion d'ORGP, et demande aux Parties de lui faire parvenir leurs réactions et commentaires dans un délai raisonnable. Le coordinateur ORGP devrait, en outre, se concerter avec les Président et Vice-président du Comité consultatif et les présidents des groupes de travail de l'ACAP concernés. Les discussions pourraient inclure lesquels des membres participant à la réunion de l'ORGP mais non représentés à l'ACAP seraient susceptibles de soutenir l'opinion ou la méthode proposée.
4. Des modifications pourraient être apportées aux opinions ou aux matériels proposés à la lumière des réactions et commentaires reçus, après quoi une version révisée pourrait être diffusée.
5. Le coordinateur engage les Parties à convenir d'une méthode ou d'une position définitive pour la réunion de l'ORGP. S'il n'est pas possible de

parvenir à un accord, le coordinateur présenterait à toutes les Parties intéressées une synthèse des opinions exprimées.

6. Lorsqu'on est parvenu à un accord sur la position ou les matériels de l'ACAP, le Secrétariat communique tous les documents de l'ACAP et le coordinateur s'assure que les produits, documents d'information, etc. de l'ACAP ont été transmis aux contacts nationaux des Parties à l'ACAP.
7. S'il assiste à la réunion de l'ORGP, le coordinateur veillera à ce que les Parties se concertent pendant la réunion. Il convient également de tenir compte du rôle de soutien, qui pourrait s'avérer important, joué par les États de l'aire de répartition et les observateurs à l'ACAP (par exemple, les organisations non gouvernementales) pour la prise de position de l'ACAP lors de réunions d'ORGP.
8. Après la réunion, le coordinateur ORGP (ou son délégué, ou l'observateur de l'ACAP) fera rapport aux Parties à l'ACAP, et fera parvenir un bref rapport au Comité consultatif. Ce rapport serait inclus dans l'examen, par l'ACAP, des progrès accomplis par les ORGP, et serait utilisé pour élaborer de futures méthodes d'approche.

Il est à noter que les coordinateurs ORGP et les délégués des Parties participant aux réunions des ORGP ne seraient pas seulement actifs à l'époque des réunions. Les négociations internationales ne sont pas limitées aux documents de réunion mais s'étendent aux interactions entre les délégations et aux liens forgés entre les membres. La discussion d'idées et de stratégies pour de futures réunions et le renforcement des liens entre réunions peuvent par conséquent être utiles. Le développement de ces relations et la création d'un climat de confiance et de respect demandent du temps, des années dans certains cas, et c'est la raison pour laquelle la continuité de la représentation peut être très importante, comme l'est aussi la cohérence dans les prises de position. De même, il est essentiel de maintenir des liens solides, au sein des gouvernements nationaux, entre les délégués de l'ACAP et les délégués des ORGP.

Le Comité consultatif de l'ACAP examinerait les progrès accomplis dans chaque ORGP entre les réunions d'ORGP. Le Comité consultatif modifierait/réviserait également les objectifs et les tâches, selon les besoins. L'idéal serait que ces discussions aient lieu lors des réunions du Comité, ou pendant la période intersessions, le cas échéant.

4.3. Mesures prioritaires

La hiérarchisation des mesures à prendre par les Parties à l'ACAP dans le contexte des ORGP est parfois complexe et dépend des informations disponibles ainsi que des considérations politiques qui ont cours au sein des ORGP. Les buts généraux de l'ACAP en ce qui concerne les ORGP seront définis par le Comité consultatif de l'ACAP dans le cadre de son examen des activités des ORGP que chevauchent les espèces inscrites à l'ACAP. Les travaux du Groupe de travail sur la capture accessoire d'oiseaux de mer devraient être utiles au Comité consultatif dans ces deux domaines. Les Parties à l'ACAP cherchent actuellement la meilleure méthode pour hiérarchiser les tâches dans les différents domaines prioritaires de l'Accord. La même méthode ou une méthode analogue peut être envisagée pour hiérarchiser les mesures que les Parties à l'ACAP décideront de poursuivre par le biais des ORGP. En tout état

de cause, du moins au début, les priorités devraient être dictées par les mesures qui seront les plus utiles pour la conservation des espèces inscrites à l'ACAP.

ÉLABORATION DE PRODUITS POUR CHAQUE ORGP

5.1. Produits de l'ACAP qui pourraient être utiles aux ORGP

Il serait utile à l'ACAP de fournir des ressources aux ORGP pour les aider à gérer de manière efficace de la capture accessoire d'albatros et de pétrels, ce qui contribuerait en même temps à la progression vers l'objectif de l'ACAP. Dans certains cas, des ORGP différentes trouveront utiles les mêmes sortes de produits, mais le contenu variera selon les opérations de pêche et le contexte géographique. Les produits qui seront peut-être utiles aux différentes ORGP sont groupés ci-dessous d'après les catégories établies par Waugh *et al.* (2008), et que nous avons mentionnées au début de ce document. Ces produits sont les suivants :

- a) Établir le contexte et la formulation du problème (« Problème » dans le tableau 4);
- b) Appréciation des risques par l'identification, l'analyse et l'évaluation des risques (« Risque » dans le tableau 4);
- c) Gestion des risques (« Gestion » dans le tableau 4) ; et
- d) Suivi et réexamen (« Suivi » dans le tableau 4)

Ajoutons à ces catégories l'action éducative, domaine dans lequel l'ACAP peut faire œuvre utile le plus aisément et de la façon la moins controversée.

Table 4. Produits que l'ACAP pourrait fournir aux ORGP pour les aider à gérer la capture accessoire d'oiseaux de mer (O = les ORGP souhaiteront peut-être utiliser ce produit, N = Ne présente aucun intérêt, non nécessaire, par exemple, parce qu'ils sont déjà disponibles d'une autre source). [Tableau à étudier et compléter par le Groupe de travail sur la capture accessoire d'oiseaux de mer, ou à CC4].

Produit		CCAMLR [CCFFMA]	CCSBT [CCTRS]	IATTC [CIATT]	ICCAT [CICTA]	IOTC [CTOI]	SEAFO [OPASE]	SIOFA [APOIS]	SPRFMO [ORGPPC]	WCPFC [CPPOC]
Problème	- Information sur l'ACAP, son objectif et ce qu'il peut offrir aux ORGP pour faciliter leur gestion de la capture accessoire d'oiseaux de mer	O	O	O	O	O	O	O	O	O
	- Information de base sur les interactions des oiseaux de mer avec les pêches : quand, où et comment elles se produisent	O	O	O	O	O	O	O	O	O
Risque	- Nouvelle information sur la répartition, la situation et les tendances démographiques des oiseaux de mer	O	O						O	
	- Résumé des méthodes d'évaluation des risques et exemples des méthodes utilisées dans le contexte des oiseaux de mer/pêches	N	O						O	
	- List des principaux contacts ayant l'expérience de l'élaboration d'évaluations de risque, ainsi que de l'identification et de l'évaluation des risques que les pêches présentent pour les oiseaux de mer	N	O						O	
Gestion	- Compilation des mesures de gestion utilisées à ce jour par les ORGP, et recommandées pour leur efficacité à gérer la capture accessoire d'oiseaux de mer	N	O						O	
	- Compilation des informations existantes sur les mesures d'atténuation, y compris leur efficacité.	N	N						O	
	- Nouvelle information sur les mesures d'atténuation	O	O						O	
		N	N						O	

	<ul style="list-style-type: none"> - Exemples d'études de cas dans lesquelles des mesures d'atténuation ont été mises en œuvre et suivies avec succès - Liste des principaux experts à contacter 									
Suivi	<ul style="list-style-type: none"> - Orientations sur les normes de programmes d'observateurs requises pour assurer le suivi et éclairer la gestion de la capture accessoire d'oiseaux de mer - Information sur l'élaboration et la mise en œuvre de méthodes efficaces pour assurer le suivi et le respect de la réglementation, au moyen d'études de cas - Liste des principaux experts à contacter 	N	O						O	
		N	O						O	
		N	O						O	
Action éducative	<ul style="list-style-type: none"> - Matériels didactiques adaptés pour les pêcheurs sur les mesures d'atténuation et les oiseaux de mer qu'ils ont des chances de rencontrer au cours des opérations de pêche - Sur demande, matériels de formation pour les observateurs qui enregistreront des données des interactions des oiseaux de mer 	N	N						O	
		N	O						O	

Appendix 1. RFMO membership matrix for RFMOs. Correct as of May 2008.

State	CCAMLR	CCBSP	CCSBT	IATTC	ICCAT	IOTC	IPHC	NPAFC	GFCM	NAFO	NASCO	NEAFC	PSC	SEAFO	SIOFA	SPRFMO	WCPFC	UNFSA	ACAP
Albania					M				M										
Algeria					M				M										
Angola					M									M					
Argentina	M																		M
Australia	M		M			M									S	P	M	R	M
Austria																		R	
Bahamas																		R	
Barbados					M													R	
Belgium	M																	R	
Belize				C	M	M						C				P	C	R	
Brazil	M				M													R	S
Bulgaria	S								M									R	
Canada	S			C	M		M	M		M	M	C	M			P	M	R	P
Cape Verde					M														
Chile	M															P			M
China, People's Republic of	M	M		C	M	M										P	M		
Columbia				M												P			
Cook Islands	S			C								C				P	M	R	
Comoros						M									S				
Costa Rica				M														R	
Cote d'Ivoire					M														
Croatia					M				M										
Cuba										M						P			
Cyprus									M									R	
Denmark (Faeroe & Greenland)										M	M	M				P		R	
Ecuador				M												P			M
Egypt					M				M									R	

State	CCAMLR	CCBSP	CCSBT	IATTC	ICCAT	IOTC	IPHC	NPAFC	GFCM	NAFO	NASCO	NEAFC	PSC	SEAFO	SIOFA	SPRFMO	WCPFC	UNFSA	ACAP
El Salvador				M															
Equatorial Guinea					M														
Eritrea						M													
European Union	M		C	C	M	M			M	M	M	M		M	S	P	M	R	
Fiji Islands																	M	R	
Finland	S																	R	
France	M			M	M	M			M	M					S	P	M	R	M
Gabon					M														
Germany	M																	R	
Ghana					M														
Greece	S								M									R	
Guatemala				M	M														
Guinea						M												R	
Guyana					C														
Honduras					M														
Iceland					M					M	M	M		S				R	
India	M					M												R	
Indonesia			M			M											C		
Iran (Islamic Republic of)						M												R	
Ireland																		R	
Israel									M										
Italy	M								M									R	S
Japan	M		M	M	M	M		M	M	M		C		P		P	M		
Kenya						M									S			R	
Kiribati																	M	R	
Korea, Republic of	M		M	M	M	M		M		M				S		P	M	R	
Lebanon									M										
Libya					M				M										
Luxembourg																		R	
Madagascar						M									S				

State	CCAMLR	CCBSP	CCSBT	IATTC	ICCAT	IOTC	IPHC	NPAFC	GFCM	NAFO	NASCO	NEAFC	PSC	SEAFO	SIOFA	SPRFMO	WCPFC	UNFSA	ACAP
Malaysia						M													
Maldives																		R	
Malta									M									R	
Marshall Islands																	M	R	
Mauritius	S					M									S			R	
Mexico				M	M														
Micronesia, Federated States of																P	M	R	
Monaco									M									R	
Montenegro									M										
Morocco					M				M										
Mozambique															S				
Namibia	M				M									M				R	P
Nauru																	M	R	
Nicaragua				M	M														
Netherlands	S				C													R	
New Zealand	M		M									C			S	P	M	R	M
Nigeria					M														
Niue																P	M	R	
Norway	M				M					M	M	M		M				R	M
Oman						M													
Pakistan						M													
Palau																P	M	R	
Panama				M	M											P			
Papua New Guinea																P	M	R	
Peru	S			M												P			M
Philippines			C		M	M											M		
Poland	M																	R	
Portugal																		R	
Romania									M									R	
Russia	M				M			M		M	M	M		P		P		R	

State	CCAMLR	CCBSP	CCSBT	IATTC	ICCAT	IOTC	IPHC	NPAFC	GFCM	NAFO	NASCO	NEAFC	PSC	SEAFO	SIOFA	SPRFMO	WCPFC	UNFSA	ACAP
Saint Lucia																		R	
Saint Vincent & Grenadines					M														
Samoa																	M	R	
Sao Tome & Principe					M														
Senegal					M	C												R	
Seychelles						M									S			R	
Slovenia									M									R	
Solomon Islands																	M	R	
South Africa	M		C		M	C								S				R	M
Spain	M			M					M									R	M
Sri Lanka						M												R	
Sudan						M													
Sweden	M																	R	
Syria					M				M										
Chinese Taipei			M	C	C	P										P	M		
Tanzania						M													
Thailand						M													
Tonga																	M	R	
Trinidad & Tobago					M													R	
Tunisia					M				M										
Turkey					M				M										
Tuvalu																	M		
Ukraine	M									M						P		R	
UK	M				M	M								S				R	M
Uruguay	M				M	C								P				R	P
USA	M			M	M	P	M	M		M	M		M	S		P	M	R	P
Vanuatu	S			M	M	M										P	M		
Venezuela				M	M											P			

Appendix 2. Examples of papers submitted to certain RFMOs on seabird bycatch

IOTC

- Small, C. 2005. Distribution of albatrosses and petrels in the Southern Indian Ocean and the overlap with IOTC longline fisheries. Paper presented to the first meeting of the IOTC Bycatch Working Group. IOTC-2005-WPBy-05.
- Petersen, S. Bycatch of seabirds, turtles and sharks caught by tuna vessels operating in South Africa's pelagic longline fishery. Paper presented to the first meeting of the IOTC Bycatch Working Group. IOTC-2005-WPBy-06.
- Garcia-Cortes, B. and Mejuto, J. 2005 Scientific estimations of bycatch landed by the Spanish surface longline fleet targeting swordfish (*Xiphias gladius*) in the Indian Ocean: 2001-2003 period. Paper presented to the first meeting of the IOTC Bycatch Working Group. IOTC-2005-WPBy-14.
- IOTC 2006. Status of the IOTC databases for Bycatch. Paper presented to the second meeting of the IOTC Bycatch Working Group. IOTC-2006-WPBy-03.
- J. Ariz, A. Delgado de Molina, M^a L. Ramos and J. C. Santana. 2006 Check list and catch rate data by hook type and bait for Bycatch species caught by Spanish experimental longline cruises in the South-western Indian Ocean during 2005. Paper presented to the second meeting of the IOTC Bycatch Working Group. IOTC-2006-WPBy-04.
- Shui-Kai Chang, Ju-Ping Tai and Chih-Hao Shiao. 2006. Incidental and By-catches in the Indian Ocean from Taiwanese Observer Data of 2002-2005. Paper presented to the second meeting of the IOTC Bycatch Working Group. IOTC-2006-WPBy-12.
- BirdLife International. 2006. Seabird bycatch in swordfish longline fisheries worldwide. Paper presented to the second meeting of the IOTC Bycatch Working Group. IOTC-2006-WPBy-13.
- BirdLife International 2006. Seabird bycatch rates in swordfish longline fisheries worldwide. Paper submitted to the IOTC Scientific Committee, Seychelles, 6-10 November 2006. IOTC-SC-INFO-10.
- Rachel Bristol, Samantha Petersen, Cleo Small & Mark Tasker. 2006. Recommendations for addressing seabird bycatch data requirements in IOTC fisheries. Paper presented to the second meeting of the IOTC Bycatch Working Group. IOTC-2006-WPBy-14.
- Petersen, S., Honig, M. 2006. Seabird, turtle and shark bycatch in South African pelagic longline fisheries. South Africa/BirdLife & WWF Responsible Fisheries Programme. Paper submitted to the Second Meeting of the IOTC Bycatch Working Party, IOTC-2006-WPBy-15.
- Stobutzki, I., Lawrence, E., Bensley, N., Ho-Shon, E. 2006. Bycatch mitigation approaches in Australia's western tuna and billfish fishery. Paper submitted to the Second Meeting of the IOTC Bycatch Working Party IOTC-2006-INFO-02.
- Tasker, M., 2006. Agreement on the Conservation of Albatrosses and Petrels. Paper submitted to the Second Meeting of the IOTC Bycatch Working Party IOTC-2006-WPBy-INF04.
- Tasker, M. 2006. Educational and training material for use in reducing Paper submitted to the Second Meeting of the IOTC Bycatch Working Party IOTC-2006-WPBy-INF05.
- Hiroaki Okamoto, Yasuko Semba, Hiroaki Matsunaga and Toshiyuki Tanabe, 2007. Japanese longline observer activity in the Indian Ocean in 2006. Paper submitted to the third meeting of the IOTC Working Party on Ecosystems and Bycatch, Seychelles, 11-13 July 2007. IOTC-2007-WPEB-12.
- BirdLife International, 2007. Development of mitigation measures to reduce seabird mortality in pelagic longline fisheries. Paper submitted to the third meeting of the IOTC Working Party on Ecosystems and Bycatch, Seychelles, 11-13 July 2007. IOTC-2007-WPEB-18.
- Petersen, S. 2007. Seabird and turtle bycatch in the South African pelagic longline fishery. Paper submitted to the third meeting of the IOTC Working Party on Ecosystems and Bycatch, Seychelles, 11-13 July 2007. IOTC-2007-WPEB-20.
- ACAP 2007. Analysis of albatross and petrel distribution and overlap with longline fishing effort within the IOTC area results from the Global Procellariiform Tracking database. Paper submitted to the third meeting of the IOTC Working Party on Ecosystems and Bycatch, Seychelles, 11-13 July 2007. IOTC-2007-WPEB-22.
- Baker, B. 2007. Coordination of mitigation research: report of the first meeting of the seabird bycatch working group, Agreement on the Conservation of Albatrosses and Petrels. Paper submitted to the third meeting of the IOTC Working Party on Ecosystems and Bycatch, Seychelles, 11-13 July 2007. IOTC-2007-WPEB-21.
- Australia, 2008. Proposal on reducing incidental catch of seabirds. IOTC-2008-S12-Prop A [E].

ICCAT

- BirdLife International 2006. Distribution of albatrosses and petrels in the Atlantic Ocean and overlap with ICCAT longline fisheries. Paper prepared for the ICCAT Bycatch Sub-Committee meeting, Madrid, 2005. ICCAT Collective Volume of Scientific Papers Vol 59 Part 1.
- Phillips, R.A., G. Tuck and C. Small 2007. Assessment of the impact of ICCAT fisheries on seabirds: proposed methodology and framework for discussion. Paper submitted to the first meeting of the ICCAT Sub-Committee on Ecosystems, 19-23 February, Madrid. SCRS/2007/030
- Phillips, R.A. and Small, C.J. 2007. Results of the preliminary risk prioritization exercise for the ICCAT seabird assessment: updated. Paper submitted to the second meeting of the ICCAT Sub-Committee on Ecosystems, 29 September, Madrid. SCRS/2007/129.

WCPFC

- Molony, B. 2005. Estimates of the mortality of non-target species with an initial focus on seabirds, turtles and sharks. Paper submitted to the first meeting of the WCPFC Ecosystem and Bycatch Specialist Working Group, Pohnpei, 13 August 2005. SC1-EB-WP1.
- Small, C. 2005. Distribution of albatrosses and petrels in the Western & Central Pacific & overlap with WCPFC longline fisheries. Paper submitted to the first meeting of the WCPFC Ecosystem and Bycatch Specialist Working Group, Pohnpei, 13 August 2005. SC1-EB-IP1.
- WCPFC Secretariat 2005. Mortality of sea birds and possible mitigation measures. Paper submitted to the first meeting of the WCPFC Technical and Compliance Committee, 5-9 December 2005. WCPFC/TCC1/18 Suppl.4.
- BirdLife International 2006. Distribution of albatrosses and petrels in the WCPFC Convention Area and overlap with WCPFC longline fishing effort. Paper submitted to the second meeting of the WCPFC Ecosystem and Bycatch Specialist Working Group, Manila, 10 August 2006.
- BirdLife International 2006. Seabird bycatch rates in the WCPFC Convention Area. Paper submitted to the second meeting of the WCPFC Ecosystem and Bycatch Specialist Working Group, Manila, 10 August 2006.
- Waugh, S. 2006. Additional information on the distribution of seabirds in the WCPFC Convention area. Ministry of Fisheries, Wellington, New Zealand. Paper submitted to the second meeting of the WCPFC Ecosystem and Bycatch Specialist Working Group, Manila, 10 August 2006. EB-WP4.
- BirdLife International 2006. Seabird bycatch mitigation in pelagic fisheries. Paper submitted to the third regular session of the WCPFC, Samoa, 11-15 December 2006.
- Kirby, D. S., Molony, B. 2006. An ecological risk assessment for species caught in WCPO longline and purse seine fisheries. Oceanic Fisheries Program, Secretariat of the Pacific Community, Noumea, New Caledonia. Paper submitted to the second meeting of the WCPFC Ecosystem and Bycatch Specialist Working Group, Manila 10th August 2006. EB-WP1
- Bull, L. A review of methodologies aimed at avoiding and / or mitigating incidental catch of seabirds in longline fisheries. WCPFC-TCC2-2006-DP03.
- Waugh, S. 2007. Risk Assessment in the CCAMLR context. Paper submitted to the workshop on Ecological Risk Assessment, Honolulu, 6-9 August 2007.
- Black, A., Small, C. and Sullivan, B. 2007. Recording seabird bycatch in pelagic longline observer programs. Paper submitted to the third session of the WCPFC Ecosystem and Bycatch Specialist Working Group, 16 August 2007. EB-WP-06
- Norris, W. and Brouwer, S. 2007. Draft Report and Information Paper of the Voluntary Small Working Group on Seabird Bycatch Mitigation. Paper submitted to the third session of the WCPFC Ecosystem and Bycatch Specialist Working Group, 16 August 2007. EB-WP-08.
- BirdLife International 2007. Update on albatross and petrel tracking data in the WCPFC area (presentation).
- Yolota, K, Minami, H., Kiyota, M.. Effective factors of tori-poles in reducing incidental catch of seabirds in the Japanese longline fishery. National Research Institute for Far Seas Fisheries, Shimizu, Japan. Paper submitted to the third session of the WCPFC Ecosystem and Bycatch Specialist Working Group, 16 August 2007. EB-WP-13.
- Kirby, D. 2007. Ecological risk assessment for the effects of fishing in the Western & Central Pacific Ocean: productivity-susceptibility analysis. Paper submitted to the Third Regular Session of the Scientific Committee, 13-24 August 2007, Honolulu. WCPFC-SC3-EBSWG/wp1.
- ACAP 2007. Seabird bycatch mitigation: minimum standards for pelagic longline fishing and priorities for further research. Paper submitted to the Third meeting of the WCPFC Ecosystems and Bycatch Specialist Working Group, Honolulu August 2007.
- TCC 2007. Outcomes of the Small Working Group on Seabirds. WCPFC-TCC3-2007-37.

IATTC

- BirdLife International 2006. Analysis of albatross and petrel distribution within the IATTC area: results from the Global Procellariiform Tracking Database. Paper submitted to the Seventh meeting of the IATTC Working Group to Review Stock Assessments La Jolla, California, 15-19 May 2006. SAR-7-05b.
- IATTC Secretariat 2006. Distribution and vulnerability to bycatch of seabirds. Paper SAR 7-10 submitted to the Stock Assessment Review Group May 2006.
- Rivera, K. 2006. Seabird and fisheries in the IATTC area. Paper submitted to the Seventh meeting of the IATTC Working Group to Review Stock Assessments La Jolla, California, 15-19 May 2006. SAR-7-05c.
- Dai, X., Xu, L., Song, L. 2006. Observation of sea bird bycatch in the Chinese longline fishery in the IATTC waters. Paper submitted to the Seventh meeting of the IATTC Working Group to Review Stock Assessments La Jolla, California, 15-19 May 2006. SAR-7-05e.
- IATTC Secretariat 2007. Seabirds: Interactions with longline fisheries: areas and mitigation tools. SAR 8-14 and IATTC 75-07c. Submitted to the Stock Assessment Review Group May 2007 and the Commission meeting June 2007.
- BirdLife International 2007. Update on albatross and petrel tracking data. Presentation to the Eighth meeting of the IATTC Working Group to Review Stock Assessments La Jolla, California, 7-11 May 2007.
- Rivera, K. 2008. Seabird and fisheries in IATTC area: an update. Paper submitted to the 9th IATTC Stock Assessment Review Meeting, La Jolla, California, 12-16 May 2008, SAR-9-11a.

- ACAP, 2008. Albatross and petrel distribution within the IATTC area. Paper submitted to the 9th IATTC Stock Assessment Review Meeting, La Jolla, California, 12-16 May 2008, SAR-9-11b
- Huang, H-W., Chang, K-Y., Tai, J-P, 2008. Preliminary estimation of seabird bycatch of Taiwanese longline fisheries in the Pacific Ocean. Paper submitted to the 9th IATTC Stock Assessment Review Meeting, La Jolla, California, 12-16 May 2008, SAR-9-11c